

Mais avant d'aborder de front cette question des renouveaux tant sociologiques qu'idéologiques, il est nécessaire de se pencher de manière approfondie sur le laboratoire dans lequel la nouvelle présidente du FN a testé son nouveau idéologique et mis en place son ascension électorale. Il s'agit naturellement des terres du Pas-de-Calais sur lesquelles je suis allé enquêter en septembre 2011.

## **Hénin-Beaumont, laboratoire du nouveau lepénisme**

Lorsque l'on descend du train pour la première fois à la petite gare de Hénin-Beaumont, propre et tout en briques rouges, on se voit d'entrée entouré de vestiges dont la symbolique se passe de tout commentaire tant elle paraît évidente. De l'autre côté de la gare se tient une ancienne usine dont la cheminée ne crache plus aucune fumée depuis longtemps. Si l'on suit du regard la voie de chemin de fer en direction de l'est, on voit des terrils émerger au loin. Leur couleur verte laisse deviner qu'ils ne sont désormais plus recouverts que par la végétation. Posé à même le quai, un wagonnet en fonte des anciennes mines de charbon de la région est exposé devant la gare. Un véhicule désormais immobile dont la seule fonction consiste à entretenir une mémoire, celle d'un monde industriel et ouvrier en voie d'extinction.

Dans la ville, les rues sont bordées de petites maisons en briques à deux ou trois étages. L'artère principale, la rue Élie-Gruyelle, jouit d'une certaine activité avec des commerces, une circulation assez dense. Et, première remarque, les noms des rues que l'on traverse sont typiques des villes administrées pendant des décennies par des municipalités socialistes : Jules-Guesde, Ledru-Rollin, Roger-Salengro, Lamartine, Marcellin-Berthelot, Pierre-Brossolette, Gabriel-Péri, rue de l'Égalité, etc. En remontant la rue Gruyelle vers l'ouest, on croise aussitôt la rue Jean-Jacques-Rousseau à l'angle de laquelle se trouve la « permanence de Steeve Briois et Marine Le Pen », comme il est indiqué de façon bien visible en rouge et bleu sur fond blanc

sur la plaque posée à côté de la porte d'entrée. Ni le nom ni la flamme tricolore du parti frontiste n'y figurent. Une maison simple, mais spacieuse, à deux étages.

La rue Gruyelle croise ensuite la rue Montpencher. C'est le centre-ville, plutôt coquet avec un peu de verdure, des commerces, des maisons aux façades typiques des Flandres, ravalées. En remontant de quelques pas cette petite rue commerçante, on croise la rue de l'Abbé-Dessenne. À l'angle est accrochée une plaque commémorative en marbre gris, relativement discrète. Il y figure l'inscription suivante : « Parti communiste français. Section d'Hénin-Lietard [suivi de l'emblème de la faucille et du marteau]. À la mémoire de notre camarade Joseph Fontaine, première victime du fascisme, assassiné le 11 avril 1934 ». Un autre objet de mémoire, politique celui-là, qui rappelle la violence à laquelle a été confrontée la gauche ouvrière du bassin minier, pionnière des luttes sociales, durant l'entre-deux-guerres.

Chaque 11 avril, des militants des sections communiste et socialiste de la ville de Hénin-Beaumont se retrouvent devant cette plaque commémorative afin de célébrer la mémoire de ce mineur abattu par un camelot du roi<sup>1</sup> alors qu'il participait à une manifestation organisée par le PCF et la SFIO contre la tenue d'une réunion de l'Action française. C'est l'occasion pour leurs responsables d'entretenir la flamme de l'opposition à l'extrême droite dans la région, et plus particulièrement au Front national dans la ville. Sur le site Internet de la section du Parti communiste de Hénin-Beaumont, on peut lire, en guise de compte rendu de la commémoration tenue en 2008, les lignes suivantes : « 74 ans après sa mort [de Joseph Fontaine], la lutte contre l'extrême droite reste au cœur de la pensée et de l'action du Parti communiste et nous sommes fiers d'avoir pris toute notre part à la victoire des listes de rassemblement de la gauche les 9 et 16 mars dernier. Le Front national représente tout ce que Joseph Fontaine combattait. Aujourd'hui encore, ce qui reste

1. Les camelots du roi étaient les militants de l'Action française chargés du service d'ordre et des coups de main.

de l'Action française forme un parti-satellite du FN. Dans les années quatre-vingts, de nombreux dirigeants de l'organisation royaliste d'extrême droite ont rejoint le parti de Jean-Marie Le Pen, notamment via le journal *Présent*. Les communistes à Hénin-Beaumont sont déterminés à poursuivre le combat contre le racisme et la xénophobie sous toutes ses formes ; c'est le meilleur moyen d'honorer la mémoire de notre camarade Joseph Fontaine<sup>1</sup>. » À propos de la commémoration de 2010, le site Internet du Mouvement des jeunes socialistes de la ville dresse, quant à lui, un parallèle entre la situation actuelle et celle des années 1930 de façon un peu plus laconique, mais non moins explicite : « Plus de 70 ans plus tard, le combat antifasciste reste d'actualité à Hénin-Beaumont plus qu'ailleurs<sup>2</sup>. »

Il faut rappeler que l'ancien maire socialiste de 1971 à son retrait volontaire en 1989, Jacques Piette, secrétaire du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, combattit contre le général Franco en Espagne aux côtés des républicains avant de jouer un rôle majeur au sein de l'Organisation civile et militaire, le plus important mouvement de résistance en zone occupée. Un homme qui s'est peut-être attiré des reproches dans le cours de sa carrière politique, mais certainement pas celui de sympathiser avec l'extrémisme de droite.

Il suffit donc d'une demi-heure de marche dans la ville de Hénin-Beaumont pour traverser tout un pan de l'histoire du Pas-de-Calais, sa problématique sociale, économique et politique. Autrefois fer de lance de l'industrialisation et de la gauche ouvrière, le département est désormais sinistré économiquement et socialement, et le Front national y atteint certains de ses meilleurs scores électoraux. À tel point que beaucoup prédisent, ou craignent, que la ville ne soit prochainement dirigée par un maire frontiste. Un simple passage en revue de la sociologie électorale de la ville et de la région suffit en effet à montrer que le vote en faveur de Marine Le Pen et de ses affidés du Front

1. <http://www.lheninois.com/article-18913031.html>

2. <http://www.mjshenin.fr/?p=587>

national provient en grande partie d'ouvriers et de populations en situation de grande précarité. Ainsi, lors du premier tour des élections municipales de 2009 à Hénin-Beaumont, 45 % des ouvriers ont voté pour la liste du Front national emmenée par Steeve Briois et Marine Le Pen<sup>1</sup>. Près de quatre-vingts ans après le meurtre de Joseph Fontaine, quels sont les bouleversements qui ont permis une telle redistribution des cartes politiques ?

C'est afin de pouvoir répondre à cette question, et aussi de saisir dans quelle mesure Marine Le Pen s'est inspirée des problématiques propres à cette région pour parfaire son programme et ses thématiques de campagne au niveau national, qu'il m'a paru évident de venir enquêter auprès des principaux intéressés, les militants et dirigeants du Front national de la ville de Hénin-Beaumont au mois de septembre 2011. Avec une série d'interrogations en tête. Qui sont ces gens qui rejoignent le FN dans la région ? Quelles sont leurs trajectoires familiales, politiques, sociales ? Quelles sont leurs attentes, leurs espoirs, leurs déceptions ? Comment, pourquoi, au nom de quoi ont-ils décidé de rejoindre un mouvement politique dont la présence aurait pu paraître comme une incongruité voire une provocation dans la région il y a quelques décennies ?

### **Marine Le Pen au charbon**

C'est dans cette ville, et donc dans ce contexte social particulier, que Marine Le Pen est venue s'implanter électoralement pour les élections législatives de 2007. Ses deux lieutenants Steeve Briois et Bruno Bilde avaient en effet mis en place dans la région un maillage militant particulièrement efficace. Ils l'ont convaincue de venir s'implanter électoralement dans ce départe-

1. Sondage IFOP réalisé pour *La Voix du Nord* sur les intentions de vote aux municipales de 2008 et 2009. Cité par J. Fourquet, « Front national : dans le Nord, la flamme n'est pas éteinte », *Note pour la Fondation Jean-Jaurès*, n° 33, 15 juillet 2009, p. 3.

ment déshérité. Un calcul politique qui s'est avéré payant au-delà de leurs espérances. C'est en effet dans cette région et dans cette ville que leur championne a porté le FN vers des niveaux jamais atteints depuis les années quatre-vingt-dix. C'est ici qu'elle a effectué son ascension politique, conquérant une légitimité aussi bien à l'intérieur de son propre parti qu'à l'extérieur.

Aux élections législatives de 2007, Marine Le Pen réalise, dans la 14<sup>e</sup> circonscription, 24,47 % au premier tour et 41,65 % au second, faisant du FN le premier opposant à la gauche. Lors des municipales de 2008 à Hénin-Beaumont, la liste de Steeve Briois, où Marine Le Pen figure en deuxième position, obtient 28,8 % et décroche cinq sièges de conseillers municipaux. Un an plus tard, après que la justice a invalidé le mandat du maire Gérard Dalongeville en raison des affaires auxquelles celui-ci est mêlé, leur liste fait un bond de 10 % par rapport au scrutin précédent et obtient 39,3 % au premier tour et 47,6 % au second tour. La mairie leur échappe donc à quelques centaines de voix près. L'année suivante, lors des élections régionales, la liste FN obtient 18,3 % au premier tour et 22,2 % au second tour, ce qui vaut à Marine Le Pen de devenir présidente du groupe Front national au Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Elle figure désormais en bonne posture pour ravir le poste de député de la 14<sup>e</sup> circonscription en 2012, là même où elle a franchi le deuxième tour il a cinq ans.

La future candidate à la succession de son père comprend à l'époque toute l'opportunité que représente une région comme le Pas-de-Calais pour un parti antisystème comme le FN. Un mouvement qui n'a jamais été aux affaires, et dont le discours n'a de cesse de dénoncer la corruption, le clientélisme politique, la déconnexion des élites avec le peuple, la mondialisation et l'Europe, jugées responsables de la désindustrialisation et de la misère sociale. Elle saisit également que la gauche, largement majoritaire dans la région depuis près de soixante ans et face à laquelle la droite fait figure d'épouvantail dans beaucoup de circonscriptions, a perdu de la crédibilité auprès des classes

populaires locales. Si les affaires qui ont secoué la mairie de Hénin-Beaumont ont joué à ce niveau un rôle non négligeable, c'est peut-être surtout la « notabilisation » et donc la distance de ses responsables avec une population précarisée qui en constitue la cause la plus probante.

Marine Le Pen s'implante donc sur les terres du bassin minier à la faveur de ses succès électoraux personnels ou de ceux auxquels elle s'associe. Si son nom et son aura suffisent à lui faire obtenir de bons résultats, elle ne néglige pas pour autant le travail militant. C'est même ce travail qui va devenir, au fil des ans, sa marque de fabrique, lui permettant d'établir un lien savamment entretenu avec cette population précarisée en proie au sentiment que les politiques se désintéressent de son sort. Durant toute la période de son implantation dans la région, qui court de 2006 à 2010, année à partir de laquelle elle se désinvestira sensiblement afin de se consacrer à la campagne interne puis à la présidentielle, la fille du leader FN se forme à l'action militante dont elle ignorait tout jusqu'ici. Bruno Bilde va ainsi jusqu'à affirmer qu'au début de sa venue elle ne savait même pas distribuer un tract<sup>1</sup>.

Dans son autobiographie, c'est sans détour que Marine Le Pen évoque les maux qui touchent cette population du Pas-de-Calais : « déscolarisation, alcoolisme, chômage, obésité, pauvreté, délocalisations<sup>2</sup> ». Aussi s'applique-t-elle à s'afficher régulièrement avec cette classe populaire pauvre, à se mêler à elle, à ne pas hésiter à l'embrasser, la toucher, rire, boire avec elle, bref, à engranger un capital de sympathie dans un univers où les politiques sont perçus comme étant éloignés des préoccupations des gens « ordinaires ». D'apparatchik parisienne et fille de millionnaire, elle parvient à apparaître comme la porte-parole des gens « simples » du Nord. Un sérieux pied de nez à la gauche, socialiste ou communiste, qui a largement contribué à façonner l'identité ouvrière dans la région en prenant la défense des travailleurs pauvres. Il est en ce sens symptomatique que Marine

1. Cité par R. Rosso, *La face cachée de Marine Le Pen*, op. cit., 2001.

2. M. Le Pen, *À contre flots*, op. cit., p. 195.

Le Pen soit sans doute un des seuls leaders politiques français à encore oser utiliser le terme de « grand capital » pour dénoncer la paupérisation des travailleurs<sup>1</sup>.

Comment en est-on arrivé là ? Comment un parti politique issu de l'extrême droite est-il parvenu à engranger une réelle popularité, au point d'envisager obtenir des mandats de députés ou de maires, au sein de ces terres ouvrières où la gauche règne presque sans partage depuis la Libération ?

### **Le terroir minier**

La caractéristique historique du Pas-de-Calais, c'est naturellement le bassin minier qui a façonné l'économie et la politique de la région depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années soixante-dix. Plus des trois quarts des dirigeants et militants du Front national que j'y ai interviewés, ainsi que deux des trois militants socialistes que j'ai rencontrés, ont eu au moins un de leurs parents ou de leurs grands-parents mineur ou ayant exercé un métier lié à l'industrie minière. Lors des entretiens, cette information est presque toujours assénée sur le ton à la fois de l'évidence et de la fierté. Comme si le fait de se prévaloir d'aïeux mineurs permettait d'acquérir une légitimité dans l'engagement politique local. Tous situent par ailleurs l'engagement politique de leurs aînés au Parti socialiste ou au Parti communiste.

La trajectoire de Laurent Brice, l'actuel responsable de la section FN de Hénin-Beaumont, est en ce sens assez emblématique. Âgé de 39 ans, divorcé, père d'un garçon de 9 ans, il a succédé au début de l'année 2011 à Steeve Briois à la tête de la section lorsque ce dernier a été nommé par Marine Le Pen secrétaire général du FN. Il a pour ce faire quitté son travail de commercial, dans lequel « il s'éclatait », comme il le précise, pour devenir permanent. Il a par ailleurs été nommé au même

1. *Ibid.*, p. 198.

moment au Bureau politique du FN par la nouvelle présidente en vertu d'un règlement interne qui stipule que le président dispose d'un quota de vingt personnes qu'il peut nommer à sa guise dans cette instance, en sus de ceux ou celles qui ont été régulièrement élus. Plutôt costaud, blond aux yeux bleus, assez posé, gros fumeur, il semble toujours prêt à rendre service, s'étant par exemple proposé spontanément de venir me chercher à la gare pour me déposer chez un loueur de voitures lorsque je suis arrivé à Hénin-Beaumont pour mon enquête.

Laurent Brice est issu d'une famille ouvrière avec un père métallurgiste, une mère qui faisait des ménages et un grand-père mineur de fond, tous engagés à gauche, essentiellement au PCF. Tout en assumant cet héritage, on le sent très fier d'évoquer sa trajectoire professionnelle, construite à force de « volonté », qui lui a permis de sortir de la condition ouvrière de sa famille et de rejoindre une certaine classe moyenne plus aisée. Ayant quitté le lycée sans le baccalauréat, il vit de « petits boulots » avant d'entamer une formation en alternance qui lui permet d'obtenir un diplôme de commercial équivalent à un BTS. Il devient représentant, sillonne la France, tout en envoyant de nombreuses candidatures spontanées à des entreprises afin d'étoffer son expérience et son CV. Une obstination qui paye. Il finit par être engagé comme commercial dans une importante entreprise d'informatique du Pas-de-Calais. Il y suit des formations, est envoyé à des séminaires à l'étranger « dans les plus grands hôtels de luxe », ce qui lui permet de côtoyer un monde auquel il n'aurait jamais imaginé avoir accès, comme il le raconte aujourd'hui avec des sentiments mêlés.

En dépit de son « héritage » familial, ouvrier et communiste, le jeune homme adhère à 16 ans au Front national, révolté par l'injustice sociale et également par l'indiscipline provocatrice de certains élèves de son lycée issus de l'immigration. S'il convient que son souci pour les questions sociales lui a été transmis par son milieu familial, il prend très tôt ses distances avec l'engagement politique de ses aînés, perçu comme une impasse.

Laurent Brice : J'ai lu aussi à cette époque, quand j'avais 13-14 ans, du Zola, parce que je me souviens de la photo chez mon grand-père où on voyait des mineurs en grève. Donc c'était des choses qui m'attiraient quoi, ce côté social. Je trouvais qu'il y avait des sentiments d'injustice par rapport à des gens qui avaient travaillé toute leur vie. Par exemple, ce qui me choquait, c'est que j'avais eu des discussions, à l'époque j'étais un peu révolté, avec mon grand-père, et je lui disais : « Comment peux-tu être de gauche ? Regarde, tu as une maison dont tu n'es même pas propriétaire » ! Je lui disais : « Voilà, on t'a donné une maison... » J'ai bien vu après quand il était malade, il fallait tout le temps qu'il se batte pour la silicose et cætera. C'était même un combat pour avoir son pourcentage suffisant, pour pouvoir avoir une pension décente. Puis même, je ne trouve pas que c'est extraordinaire ce qu'ils ont aujourd'hui après avoir travaillé pendant quarante, quarante-cinq ans de leur vie. [...]

Question : Et donc vous avez un souci pour les questions sociales ?

L.B. : Oui, quand on vient d'un milieu populaire, c'est quand même une sensibilité. Même professionnellement, j'ai toujours voulu m'en sortir, même par rapport à cela<sup>1</sup>.

Pas vraiment convaincu que les luttes de ses aïeux aient été très porteuses sur le plan politique, le jeune Laurent Brice est venu au FN après avoir visionné un clip de campagne de Jean-Marie Le Pen à la télévision dans le cadre de l'élection présidentielle de 1988. Le jeune adolescent révolté qui partage l'indignation sociale de ses parents, mais ne se retrouve pas dans leur engagement politique, dont il critique la médiocrité des acquis obtenus, est séduit par le discours patriote du président du Front national de l'époque, qui incarne une autre forme de protestation ainsi qu'un autre modèle identificatoire, moins social que national.

Laurent Brice : Moi j'étais sorti du collège et j'avais une conscience politique déjà. J'avais une famille qui était plutôt communiste à l'époque. J'étais un petit peu révolté. J'entendais un petit peu le discours smicard de gauche, socialiste et communiste, et je trouvais anormal que les gens ne soient pas rémunérés correctement pour leur travail, parce que je me

1. Entretien réalisé le 22 septembre 2011.

disais à l'époque qu'on avait tout intérêt à ce que les gens soient valorisés, pour qu'ils vivent bien, qu'ils puissent consommer. Parce que s'ils n'ont pas de travail demain, comment vont-ils faire ? Ou s'ils ne sont pas salariés ? Et puis j'ai vu Le Pen à la télé, c'était en 1988, c'était des petits clips, des petits clips télé de campagne, et à l'époque c'était sur un fond bleu ou gris, et il y avait l'homme politique qui parlait, c'était assez simple, et j'étais fasciné par Le Pen à l'époque. [...] Et donc il y avait pas mal de jeunes, quand j'étais au collège à l'époque, qui étaient frontistes, ça se caractérisait comme ça. [...] Le Pen, son père est mort sur une mine allemande en allant pêcher, il a été pupille de la nation. Son parcours, il a quitté l'Assemblée nationale pour aller dans l'armée. J'ai trouvé que c'était vraiment un type qui mettait sa peau au bout de ses idées, voilà. Et moi c'était une chose qui, en étant jeune, me fascinait. Donc après j'ai eu mes premières lectures politiques. Barrès, Maurras et cætera. Et donc, ce que je vous dis, c'était vraiment le patriotisme qui m'attirait. Et après j'ai rencontré Steeve [Briois], et puis le responsable local [...]. Et puis j'ai commencé à m'engager, c'est-à-dire que j'ai pris ma carte en septembre 1989, car je ne pouvais pas le faire avant. J'avais déjà milité juste après la présidentielle, on avait milité pour le non sur le référendum en Nouvelle-Calédonie. Je me souviens avoir collé des affiches « Non à Mitterrand », que je collais avec Steeve en vélo.

En deux ans, ce jeune adolescent, fils d'ouvriers communistes, se construit un référentiel littéraire comprenant aussi bien Zola, au nom de la mémoire des luttes syndicales de ses grands-parents, que Barrès ou Maurras, découverts lors de son engagement au Front national. Mettre dans un même cadre de référence l'auteur de *Germinal*, de *J'accuse !*, premier grand manifeste contre l'antisémitisme, et les antidreyfusards les plus emblématiques parmi les principaux théoriciens de l'antisémitisme et par ailleurs défenseurs d'un ordre aristocratique et catholique peut sembler incongru. Cela est pourtant caractéristique du bricolage idéologique du Front national et, ce faisant, de l'évanescence des oppositions idéologiques qui ont structuré le champ politique français au xx<sup>e</sup> siècle. Nous voici face à une mémoire quelque peu hétéroclite qui semble vouloir réconcilier le communiste Joseph Fontaine avec son assassin camelot du roi, agrégation culturelle

confuse et déroutante. Mais pourquoi rallier le Front national spécifiquement ? Comment expliquer l'attrait de ce parti dans cette région, ancien bastion de la gauche ouvrière ?

### **La fin de la « communauté ouvrière »**

Le fait de renoncer à rallier les partis politiques historiquement acquis à la cause ouvrière s'explique en grande partie par les évolutions économiques auxquelles est soumise la région à partir de la fin des années soixante. La récession dramatique des houillères après 1970 modifie en profondeur la structuration tant professionnelle que sociale, voire même culturelle, du monde ouvrier local. Claude Dubar, Gérard Gayot et Jacques Hédoux ont réalisé au début des années quatre-vingts une minutieuse étude sur la « sociabilité minière » dans le Pas-de-Calais. Ils constatent que la fermeture des fosses a entraîné une « déstructuration rapide des comportements sociaux » (...), le refus de ces derniers de « descendre à la fosse », ce qui a contribué au sentiment de l'infériorité sociale du mineur, sentiment renforcé par l'embauche d'une main-d'œuvre étrangère peu qualifiée<sup>1</sup>.

Autant de bouleversements qui contribuent à ébranler la cohésion de la « communauté des mineurs » longtemps articulée autour de la mine, de l'église et de la politique municipale. Seul le dernier de ces trois piliers continue aujourd'hui de peser significativement dans la vie quotidienne des classes populaires de la région. Et pour aggraver le tout, la fin de la « mono-industrie charbonnière » ne s'est pas accompagnée d'une véritable reconversion économique<sup>2</sup>. Si l'on a pu constater une timide introduction de l'industrie automobile – Renault à

1. C. Dubar, G. Gayot, J. Hédoux, « Sociabilité minière et changement social à Noyelles-sous-Lens (1900-1980) », *Revue du Nord*, tome LXIV, n° 253, avril-juin 1982, p. 461.

2. E. Desbois, Y. Jeanneau, B. Mattéi, *La foi des charbonniers. Les mineurs dans la bataille du charbon. 1945-1947*, Paris, Éditions de la MSH, 1987, p. 183.

Douai, la Française de Mécanique à Douvrin<sup>1</sup>, la crise n'a pas manqué de la fragiliser et nombre de sites ont dû fermer, en plus de nombreuses autres usines de la région, Metaleurop en étant sans doute l'exemple le plus dramatique à Noyelles-Godault. Une commune particulièrement symbolique : Noyelles-Godault fut en effet la commune natale de Maurice Thorez, numéro un du PCF des années 1930 jusqu'à sa mort en 1964. Pour des générations entières de militants du Parti, ce seul nom évoquait « la patrie de Maurice », synonyme de racines ouvrières aussi profondes que les puits de mines.

La fermeture des mines et des industries qui en dépendaient entraîne donc la disparition de tous les modes de sociabilité liés à la communauté des mineurs (bals, cafés, associations, amicales) et oblige les partis politiques et les syndicats à reconfigurer leurs axes de lutte. Si certains continuent d'entretenir « une mémoire tournée vers la mine », à l'instar de certaines municipalités communistes, d'autres tentent tant bien que mal de « se lancer dans la reconversion<sup>2</sup> ».

La classe ouvrière de la région, désormais orpheline d'un ennemi clairement identifiable, « les patrons des compagnies (« eux ») », et en face duquel elle pouvait jadis se construire une identité de classe, les « ouvriers mineurs groupés autour de leurs syndicats (« nous ») », et entretenir l'espoir de lendemains qui chantent, est depuis maintenant trois décennies confrontée à une « décomposition de sa conscience communautaire<sup>3</sup> ». Comme le résumait Évelyne Desbois, Yves Jeanneau et Bruno Mattéi dans la conclusion de leur ouvrage sur les grèves des mineurs, dans le contexte des années quatre-vingts, l'arrêt de l'exploitation des mines « laisse sur le carreau des hommes démunis de tout repère social actuel<sup>4</sup> ».

1. *Ibid.*, p. 183.

2. C. Dubar, G. Gayot, J. Hédoux, « Sociabilité minière et changement social à Noyelles-sous-Lens (1900-1980) », art. cit., p. 461.

3. *Ibid.*, p. 368. Voir également sur ce point A. Touraine, *La conscience ouvrière*, Paris, Seuil, 1968.

4. E. Desbois, Y. Jeanneau, B. Mattéi, *La foi des charbonniers*, op. cit., p. 184.

La reconfiguration économique axée sur l'industrie des services, amorcée vers la fin des années soixante-dix, a pu générer une certaine activité, mais n'a pas pour autant permis de répondre à ce sentiment de déréliction qui touche nombre de descendants du monde de la mine. La zone commerciale de Hénin-Beaumont, emblème ostentatoire du commerce mondialisé en plein bassin minier et principale pourvoyeuse d'emplois des environs, constitue à elle seule le symbole de cette rupture tant structurelle qu'idéologique entre l'ancien monde industriel et ouvrier, enraciné dans la région, et la nouvelle économie du mouvement perpétuel et global.

### **La plus grande zone commerciale d'Europe**

« Vous savez qu'à Hénin-Beaumont on a la plus grande zone commerciale d'Europe ! » Ainsi s'exclame Laurent Brice lorsque je lui demande quelques renseignements au téléphone sur les boutiques de Hénin-Beaumont, juste avant de m'y rendre pour mon enquête. Renseignements pris, la zone commerciale en question s'étale sur plus de 21 kilomètres carrés entre Hénin-Beaumont et Noyelles-Godault et ne comprend pas loin de cent magasins, grandes enseignes en majorité et, dans une moindre mesure, des boutiques indépendantes. En traversant cette zone en voiture, on voit se succéder sur des kilomètres les principales enseignes de la grande distribution, les plus grands magasins de meubles, d'électroménager, de vêtements, d'articles de sport, d'équipement automobile, de téléphonie et d'Internet, d'accessoires en tout genre. À cela il faut ajouter les grandes enseignes de la restauration rapide, pizzerias, sandwicheries, fast-foods, « steakries », ainsi qu'un cinéma à la mesure de cette démesure commerciale, le tout entouré de parkings saturés de voitures et de camions. Située au cœur d'un carrefour autoroutier, cette zone drainerait des consommateurs jusque dans les départements voisins de la région Nord-Pas-de-Calais, comme

s'en vante le site Internet d'une des enseignes implantées dans cette zone. Elle générerait 50 000 emplois, directs ou indirects, selon un autre site Internet d'une autre enseigne, sans que l'on soit en mesure de vérifier cette information.

D'une industrie basée sur le charbon (sorte de buttes-témoins, des terrils émergent au cœur même de cette zone d'activité), la métallurgie, le textile et, dans une moindre mesure, l'automobile, on est ainsi passé en l'espace de quelques décennies à une économie articulée autour des services et de la grande distribution importatrice d'articles fabriqués dans les pays de la délocalisation. Ce redéploiement, qui n'a pas été sans conséquences sur les formes de l'emploi, se constate un peu partout en France et en Europe depuis les années quatre-vingts. Il correspond, selon le sociologue Jean-Paul Molinari, à un « basculement historique de la démographie ouvrière » qui voit une « progression des emplois dans les secteurs non industriels » en même temps que l'on assiste à une « désouvriérisation de l'appareil productif français, constaté dans tous les pays européens<sup>1</sup> ».

La classe ouvrière, qui décroît de près de 1,5 million d'unités entre 1976 et 2002 (en même temps que le chômage ouvrier croît de 450 000 sur la même période), se redéploie dans les secteurs du commerce (500 000 ouvriers en 2002), des services marchands (plus de 400 000) et des transports (environ 450 000)<sup>2</sup>. Ces nouveaux travailleurs de l'économie des services, soumis aux effets de la déqualification, aux bas salaires, à la précarité des contrats (souvent à temps partiel), à une flexibilité toujours accrue et souvent relégués à la « périphérie de l'activité de l'entreprise » ne partagent plus qu'une condition ouvrière « éclatée », insuffisante « pour générer une identité et une conscience

1. J.-P. Molinari, « Ouvriers, classe ouvrière : entre déclin et redéploiement », in P. Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2004, p. 80-81.

2. *Ibid.*, p. 81.

de classe » et permettre une lutte efficace pour obtenir de meilleures conditions de travail<sup>1</sup>.

Il n'est évidemment pas question ici de souscrire à une certaine historiographie ouvriériste teintée de mytho-nostalgie prompte à porter aux nues la condition et la solidarité ouvrières de l'ancien temps. Des travaux historiques ont montré depuis longtemps que les conditions de travail dans la mine ou l'industrie métallurgique étaient loin d'être enviables, y compris après l'obtention des derniers acquis sociaux et les progrès de la mécanisation, et que par ailleurs les relations n'y étaient pas dénuées de violence, y compris entre mineurs ou ouvriers<sup>2</sup>. Comme le résume l'historien Bruno Mattéi, les mineurs n'aimaient pas la mine<sup>3</sup>. Il n'en demeure pas moins que cette reconfiguration économique n'est pas sans provoquer aujourd'hui une certaine nostalgie chez ceux qui, encore attachés à une identité ouvrière et dont les référents politiques et professionnels se sont forgés en référence à l'ancien monde, perçu comme stable et structurant, ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte de la nouvelle économie globalisée.

Revenons à la zone d'activité de Hénin-Beaumont. Temple de la tentation consummatrice à ciel ouvert, elle ne peut par ailleurs qu'alimenter les inquiétudes et les frustrations des populations les plus précarisées face à la diminution de leur pouvoir d'achat, la baisse de celui-ci n'étant par ailleurs pas sans conséquences sur leur socialisation. Renoncer à partager un verre, un repas avec son entourage, à faire un cadeau, ne plus pouvoir payer son abonnement téléphonique ou Internet ne peut en effet que contribuer à se priver de vie sociale<sup>4</sup>. Dans le bassin minier du Pas-de-Calais, la zone d'activité de Hénin-Beaumont constitue sans

1. *Ibid.*, p. 89-90.

2. C. Dubar, G. Gayot, J. Hédoux, « Sociabilité minière et changement social à Noyelles-sous-Lens (1900-1980) », art. cit., p. 376.

3. B. Mattéi, « Portrait du mineur en héros », in E. Desbois, Y. Jeanneau, B. Mattéi (dir.), *La foi des charbonniers*, op. cit., p. 99.

4. A. Mergier, J. Fourquet, *Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieu populaire*, Fondation Jean-Jaurès, 2011, p. 47-48.



doute en ce sens le symbole le plus ostentatoire de cette fracture à la fois économique et culturelle, sociale et intergénérationnelle.

On comprend que dans un tel contexte qui voit les identifications sociales traditionnelles en pleine décomposition, le discours du Front national trouve une certaine audience auprès de ces catégories découragées par la crise endémique qui touche leur région et dont les référents idéologiques hérités de leurs parents ne leur permettent plus de se repérer dans le monde contemporain.

Il faut ajouter à cela que le Front national est en première ligne pour dénoncer les délocalisations qui touchent la région. D'autant qu'il n'hésite pas à pointer la complicité des partis de gauche dans ce processus, lesquels voteraient des subventions aux entreprises qui transféreraient leurs activités dans d'autres régions de France ou dans d'autres pays. Un discours certes simpliste, mais qui parle à des ouvriers déjà déçus par les partis de gauche dans le département et qui voient au fil du temps des entreprises quitter la région sans mettre pour autant la clé sous la porte. Laurent Brice est intarissable sur le sujet.

Laurent Brice : [Il y a des] entreprises qui délocalisent, même au niveau interrégional. C'est-à-dire qu'on voit des entreprises partir des régions les plus riches vers les régions les plus pauvres, en France, et puis après la prochaine étape c'est de partir de la région la plus pauvre vers le pays le plus pauvre, pour avoir une main-d'œuvre bon marché, et faire encore plus de profits. Déjà à l'époque, dans les années 90, on avait dénoncé avec Steeve une entreprise, Moulinex qui avait touché des subventions pour aller s'installer en PACA, enfin dans le sud de la France. Elle avait touché des subventions, des financements publics pour s'installer. Ils ont licencié, ils ont touché des aides encore pour les licenciements, et puis ils se sont installés ici à Hénin-Beaumont. C'était Moulinex. Et ils ont retouché du pognon pour s'installer alors qu'ils venaient de licencier. Et ça c'est purement scandaleux ! Et quand on regarde la région, maintenant ils osent moins le faire, mais à l'époque, qui est-ce qui finançait, et qui votait [ces subventions] ? Le parti du groupe communiste qui votait des financements à des entreprises privées, ici ! On donnait de l'argent public à des entreprises qui licenciaient à tour de bras. Donc c'est absolument scandaleux. Et ça on l'a dénoncé par tracts, et cætera. Alors c'est drôle quand même que le Parti communiste qui

est censé défendre les ouvriers, la classe ouvrière, et qui vote des subventions à des entreprises privées, au groupe Auchan... et qui [dans le même temps] abuse et maltraite ces fournisseurs<sup>1</sup>.

En proposant un nouveau mode identificatoire conjuguant le social et le national, meilleur rempart, selon lui, contre la « concurrence déloyale » de la main-d'œuvre immigrée et les délocalisations induites par la mondialisation et l'Union européenne, le Front national parvient à se présenter comme un acteur politique en phase avec les soucis des citoyens les plus démunis.

### **L'égérie des ouvriers déçus**

Il semble en ce sens logique que Marine Le Pen trouve aujourd'hui dans ce « terroir minier » des militants et des cadres qui souscrivent à son discours nationaliste à consonance sociale et qui peuvent, de surcroît, légitimer leur engagement au nom d'un héritage fait de luttes sociales inscrites dans le patrimoine local<sup>2</sup>. Ce syncrétisme entre héritage socialiste et nationalisme a beau être hasardeux, il fait sens pour ces révoltés d'extraction populaire du Pas-de-Calais qui y trouvent une symbolique compensatrice marquant une certaine empathie avec leur identité ouvrière tout en proposant un nouveau modèle identificatoire transcendant les appartenances sociales. Toute la subtilité du discours frontiste dans la région se trouve d'ailleurs sans doute dans ce paradoxe assumé dont le succès n'est plus à démontrer.

Il est ainsi symptomatique que de nombreux militants FN de Hénin-Beaumont soient issus des rangs de la gauche, PS ou PC, et nourrissent une profonde rancœur à son encontre, lui reprochant notamment d'avoir trahi les catégories populaires, et plus spécifiquement les ouvriers. Marine Le Pen l'a d'ailleurs

1. Entretien réalisé le 22 septembre 2011.

2. B. Mattéi, « Portrait du mineur en héros », in E. Desbois, Y. Jeanneau, B. Mattéi, *La foi des charbonniers, op. cit.*, p. 83.

très bien compris. Dans ses discours adressés aux militants et sympathisants du Front national de la région, comme celui qui est cité ci-après, elle ne manque jamais de fustiger le désintérêt de la gauche pour les ouvriers, prenant soin de prononcer plusieurs fois le terme, alimentant ainsi la rancœur éprouvée par ces nombreux « transfuges », et sans doute par une partie de l'électorat toujours plus importante à voter pour les listes de son parti.

Le Parti socialiste [...] a fait une étude par le *think tank* Terra Nova<sup>1</sup>. Ils ont dit : « Oh là là, bon, manifestement ce n'est même plus la peine de s'occuper des ouvriers, ce n'est même plus la peine de s'occuper des classes populaires, parce que ça ne rapporte pas assez sur le plan électoral. » Comme si ces classes populaires étaient en quelque sorte une marchandise dont on considérerait que comme elles ne rapporteraient pas assez on allait s'en libérer, s'en séparer. Voilà dans quel état d'esprit aujourd'hui sont les socialistes qui essayent de faire croire qu'ils pourraient être un recours à la gestion de Nicolas Sarkozy, alors que ce sont les mêmes méthodes qui ont été utilisées au préalable par les socialistes qui sont aujourd'hui utilisées par l'UMP. [...] Alors le Parti socialiste est aujourd'hui un parti bobo, qui encore une fois a tourné le dos aux travailleurs, a tourné le dos aux classes moyennes, a tourné le dos aux classes populaires et fait mine de s'apercevoir qu'il existe encore des ouvriers à quelques mois de la présidentielle. Je sais pertinemment que vous n'êtes pas dupes de cela<sup>2</sup>.

Beaucoup de militants et de sympathisants, profondément déçus par les partis de gauche qui auraient, selon leurs dires, trahi les ouvriers, se retrouvent dans ce type de discours. C'est le cas de Charles, 53 ans, militant frontiste depuis dix ans, marié, père de trois enfants, ancien ouvrier dans le bâtiment, « sous la pluie,

1. Bruno Jeanbart, Olivier Ferrand, Romain Prudent, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », *Fondation Terra Nova*, 10 mai 2005. Dans ce rapport, les auteurs prennent acte de la perte des classes populaires de la part de la gauche et recommandent de se tourner vers ses nouveaux soutiens sociologiques : les diplômés, les jeunes, les minorités et les quartiers populaires, les femmes. Suite à la polémique que ce rapport a déclenché, les auteurs ont ensuite démenti avoir recommandé de « lâcher » les classes populaires.

2. Discours prononcé le 25 septembre à la permanence du Front national de Hénin-Beaumont.

la neige ou le soleil », comme il le précise, qui ne travaille plus depuis trois ans en raisons de problèmes de santé. Fils de maçon (sa mère ne travaillait pas), petit-fils de mineur, issu d'une famille de sept enfants où l'on était militant communiste depuis des générations, il raconte avec une certaine nostalgie, qu'enfant il lui arrivait d'aller distribuer fièrement à la place de son père le journal *Liberté*, organe des fédérations communistes du Nord et du Pas-de-Calais, dans la cité ouvrière où ils habitaient. Avant son adhésion au FN, il votait systématiquement pour le PC, sans avoir pour autant jamais adhéré, le seul parti qui défendait selon lui les ouvriers, une classe sociale à laquelle il s'identifie sans détour. Il s'est finalement détourné du Parti après que ce dernier a persisté à nouer des alliances électorales avec son « ennemi juré », le Parti socialiste. Mince et droit, le regard clair, les cheveux blonds tirant vers le blanc, bien que timide et hésitant avec un interlocuteur qu'il ne connaît pas, on sent qu'il a du mal à étouffer sa rancœur lorsqu'il évoque la décomposition du monde dans lequel il s'est socialisé politiquement. Il fustige tour à tour la disparition de l'orthodoxie communiste qui, lors des élections d'antan, refusait toute alliance avec les « socio-traîtres », l'actuel « détricotage » des acquis sociaux pour lesquels se sont battus ses « ancêtres », ou encore le manque de reconnaissance des ouvriers par les partis de gauche d'aujourd'hui. Il place désormais toute sa confiance en Marine Le Pen qui serait, selon lui, la seule qui entende la voix des ouvriers.

Question : Qu'est-ce qui était important pour vous dans les idées communistes ?

Charles : Ben la défense des ouvriers, déjà. Et puis c'est vrai qu'ils se sont battus pour les congés payés, tout ça. Ça, je ne peux pas le renier. Je suis parti après parce que ça partait en vrille, ils ont fait n'importe quoi.

Q. : Qu'est-ce que vous leur reprochez [aux communistes] ?

Ch. : Moi, ce que je leur reproche, c'est d'être vraiment euh... moi j'appelle ça les toutous des socialistes, vous voyez. Moi c'est ce que je leur reproche. Et ça je n'arrive pas à l'admettre. [...] De toute façon, moi je le dis franchement, il n'y aurait pas le Front national, il y a longtemps que je n'irais plus voter.

Q. : Ah oui ?

Ch. : Ah oui, oui, oui ! J'ai été carrément écoeuré. J'ai été carrément écoeuré. La droite, je n'ai jamais voté à droite, je le reconnais, j'ai grandi dans un milieu ouvrier, mais si c'est pour voter socialiste, je ne me déplacerais pas. Alors ça, il n'y a pas de problème là-dessus hein. J'espère que Marine elle sera là au deuxième tour parce que, euh... ah ben j'y crois quand même hein, mais bon, si elle n'est pas là je n'irai pas voter. Ça c'est certain ! Le premier tour j'irai. Mais le deuxième, si Marine n'est pas là je n'irai pas voter. [...]

Q. : Si je vous comprends bien, vous aimiez bien l'ancien Parti communiste.

Ch. : Oui, celui d'une trentaine d'années en arrière euh... j'y croyais ! J'y croyais ! Maintenant je n'y crois plus du tout hein. Maintenant, si vous faites partie du Parti communiste, autant prendre votre carte au Parti socialiste direct. De toute façon, il n'y a plus de mentalité. De toute façon un vrai communiste, dans le temps, avec les parents, les grands-parents, il ne votait pas socialiste. On a été élevé comme ça. Bon maintenant je ne me disputerai plus, je ne vote plus ni l'un ni l'autre [il rit].

Q. : Vous avez soutenu qui, pour...

Ch. : Ah ben Marine ! Ben nous à Hénin, elle nous a quand même bien défendus quand est arrivé ce conflit avec Dalongeville, là. Encore un socialiste, un socialiste. Et elle nous a pas mal défendus. J'ai assisté à beaucoup de conseils municipaux. On voyait quand même que ce n'était pas comme euh... le sujet tabou, comme on dit, le Front national il est raciste ici et là. Elle a quand même défendu, euh... on est quand même des ouvriers à Hénin ! Les trois quarts. De toute façon s'il y a la moitié de la population qui vote Front national, c'est qu'il y a quand même une raison. [...] Je pense à nos ancêtres qui se sont battus pour avoir les congés payés, la retraite au bout de quarante ans de service. Maintenant vous voyez un mec comme Fillon il veut nous mettre ça à 67 ans, il veut se baser sur l'Allemagne, tout ça, je ne suis pas d'accord. Bon c'était un petit peu à cause de ça que je me différenciais de monsieur Le Pen. Avec monsieur Le Pen, il fallait travailler jusqu'à 65 ans. Alors qu'avec Marine, elle est plus euh... comment je vais dire ça... elle est plus compréhensive. Il faut quand même tenir compte des métiers difficiles. Voyez dans mon entreprise, on était deux-trois, on n'a même pas été jusqu'à l'âge où l'on devait aller. Alors là, à 67 ans, on va se retrouver avec une canne [rires]<sup>1</sup>.

À l'heure où j'écris ces lignes, le Front national n'a pas encore totalement dévoilé son programme économique et social, notamment ses propositions concernant les retraites. Tout au plus peut-on lire sur son site Internet que « l'objectif doit être fixé de revenir le plus rapidement possible au principe de 40 annuités de cotisation pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein<sup>1</sup> ». La confiance que Charles accorde à Marine Le Pen, concernant la question des retraites, repose donc vraisemblablement moins sur des données matérielles précises que sur la façon dont cette dernière parvient à afficher une certaine empathie envers le sort des ouvriers et des populations défavorisées ainsi qu'un souci, dans ses discours, pour les questions sociales.

On peut également faire l'hypothèse que le fait d'être un militant actif et encarté au FN, devenu le principal opposant au PS dans la ville de Hénin-Beaumont, lui permet de perpétuer sa haine tenace et ancienne des socialistes qui prend racine dans l'engagement communiste de sa famille. Une manière de lui demeurer fidèle, ne serait-ce que de façon formelle. Le Front national devient de la sorte le principal débouché politique pour ceux des ouvriers qui, déçus par la gauche tant socialiste que communiste, ne peuvent se résoudre à rejoindre la droite, perçue, dans le contexte local, comme le parti des partons. Laurent Brice ne s'y trompe d'ailleurs pas lorsqu'il indique qu'« ici, s'afficher de droite, cela serait contre-productif, peut-être plus que dans d'autres régions<sup>2</sup> ».

## **Les nostalgiques de la gauche d'antan**

D'autres militants affichent, tout comme Charles, une certaine nostalgie lorsqu'ils évoquent leur enfance ou leur jeunesse dans un milieu de gauche, communiste ou socialiste. L'évocation des

1. <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/redressement-economique-et-social/retraites-et-dependance/>(janvier 2012).

2. Entretien réalisé le 22 septembre 2011.

1. Entretien réalisé le 23 septembre 2011.

fêtes du PS ou du PCF, de la victoire de la gauche en 1981, de la tournée des bureaux de vote avec un membre de la famille lors des élections, ou encore de son engagement de jeunesse au nom de la défense des ouvriers, ne se fait pas sans une certaine émotion. Ces événements constituent indéniablement des moments forts de la trajectoire politique de ces nouveaux militants FN qu'aucun d'eux ne renie, même s'ils ont tourné le dos depuis longtemps aux partis dans lesquels ces expériences se sont déroulées.

Roland est de ceux-là. Âgé de 64 ans, célibataire, ancien ouvrier teinturier dans une usine textile de la région où il était responsable du syndicat CFTC, aujourd'hui à la retraite, il est issu, lui, d'une famille socialiste. Son père était mineur et sa mère employée à la Poste. Il adhère au Front national il y a environ quinze ans, « éccœuré par le Parti socialiste », pour lequel il votait systématiquement jusque-là sans jamais avoir été adhérent, en raison des « promesses non tenues ». Nommé responsable de la permanence du Front national de Hénin-Beaumont depuis plusieurs années, il gère toute l'intendance (affiches, tracts, boissons, entretien, etc.) de façon très méticuleuse. Il est fier d'indiquer que tous les jours à 8 heures il se rend à la permanence pour y vaquer à ses nombreuses tâches. Bien portant, le visage rond, les cheveux encore foncés pour ses 64 ans et plaqués en arrière, chaleureux dès le premier contact, il se montre, tout comme Charles, timide en situation d'entretien. Bien qu'il déclare aujourd'hui être de droite, il raconte de façon émue son enfance dans une famille socialiste rythmée par les fêtes et les réunions entre camarades auxquelles l'apportaient ses parents.

Question : Et vos parents étaient socialistes, donc ils ont toujours voté socialiste ?

Roland : Oui, oui, oui, ils ont toujours voté socialiste. D'après ce que j'ai compris, ma mère faisait partie des Jeunesses socialistes, comment ça s'appelait dans le temps euh... ? Ici à Hénin, elle défilait pour les socialistes, tout ça. Je sais qu'on allait tous les ans au bois de Phalempin à la fête socialiste qui s'y passait. Vous ne connaissez pas ? C'était une grande

fête socialiste qui se passait par ici et il y avait des chanteurs qui venaient, tout ça ! Enfin tout le monde y venait quoi !

Laurent Brice se souvient quant à lui de l'émotion qu'a provoquée dans son entourage la venue de François Mitterrand dans le bassin houiller en 1981 :

En fait voilà, mon père était plutôt sympathisant de gauche, ma mère aussi, et je me souviens qu'en 1981 à la maison, quand Mitterrand... enfin j'étais petit, mais c'est des moments de votre jeunesse qui sont forts – par exemple j'allais avec mon grand-père dans les bureaux de vote, donc je me rappelle parfaitement, sans comprendre à l'époque, mais je me souviens que la venue de Mitterrand c'était la fête dans les familles, dans les corons, voilà, c'était quelque chose de fort ! Et la déception est venue très vite<sup>2</sup>.

Daniel Janssens retrace quant à lui avec une certaine fierté – le mot revient souvent à propos de mes entretiens avec des militants FN venus de la gauche, mais il est juste – ses débuts au Parti socialiste avec pour objectif affiché de perpétuer la tradition politique familiale en aidant le monde ouvrier. Ce militant de 63 ans, ancien représentant désormais à la retraite, marié, père de trois enfants, fils de gendarme (sa mère ne travaillait pas), petit-fils de mineur, constitue une figure locale du Front national, mais également de la politique dans la région. Issu donc d'une famille de tradition socialiste, il s'encarte à 18 ans au PS et y milite pendant trente ans. Durant presque toute cette période, Janssens est élu au conseil municipal de Leforest, un bourg d'environ 7 000 habitants situé à quelques kilomètres de Hénin-Beaumont, et y devient même premier adjoint au maire. Il est par ailleurs élu secrétaire de la section socialiste de la ville, un poste qu'il occupera pendant dix-sept ans. D'apparence plutôt joviale, une moustache blanche peignée en pointe, il raconte sa trajectoire d'une voix douce et posée en fixant attentivement

1. Entretien réalisé le 23 septembre 2011.

2. Entretien réalisé le 22 septembre 2011.

son interlocuteur. De plus en plus déçu par les évolutions de sa municipalité socialiste, à laquelle il reproche un fonctionnement clientéliste, un certain népotisme ainsi que le carriérisme de ses dirigeants, le vieux « socialo » rejoint le Front national en 2007, bien qu'aux présidentielles de 2002 il ait déjà glissé dans l'urne un bulletin Jean-Marie Le Pen aux premier et deuxième tours. Il explique l'engagement socialiste de sa jeunesse avant tout par son souci de défendre le monde ouvrier, que ce soit à un niveau idéologique et politique, mais aussi à un niveau davantage pratique, par exemple en apportant son aide aux personnes illettrées.

Question : Vos parents étaient socialistes aussi ?

Daniel Janssens : Mes parents étaient socialistes, mes grands-parents étaient socialistes. Je suis descendant d'une famille socialiste. [...]

Q. : Alors pour vous les valeurs socialistes... ?

D.J. : Mon engagement au début était complètement euh... pour défendre le monde ouvrier, qui est bien malheureux, parce que j'ai vécu ça. Quand vous avez des grands-parents mineurs, ce n'est pas la fortune tous les jours quoi. Après, mon père était gendarme, ce n'est pas non plus super au niveau de l'évolution dans la carrière, non. Voilà. Après j'ai milité à 18 ans quoi. J'ai milité assez vite. Et j'ai toujours défendu la gauche et le Parti socialiste en priorité quoi, toujours pour défendre les petites personnes, c'est-à-dire celles qui n'avaient pas les moyens de se défendre elles-mêmes. Parce qu'à l'heure actuelle, faut voir aussi, le niveau social est encore très, très bas, euh... le niveau intellectuel des personnes est aussi très, très bas. Au moment de la déclaration des impôts, pour donner des exemples, j'ai rempli cinquante, soixante déclarations d'impôts. Les gens viennent me voir. Un courrier à faire ? Les gens viennent me voir<sup>1</sup>.

L'ancien monde, ouvrier et engagé à gauche, faisait manifestement sens pour ces militants frontistes dont la nostalgie demeure palpable dès qu'ils l'évoquent à travers leurs souvenirs d'enfance ou de jeune adulte. Il est significatif, encore une fois, qu'aucun d'entre eux ne renie cette époque bénie où la venue du leader

1. Entretien réalisé le 23 septembre 2011.

de l'Union de la gauche provoquait un certain émoi dans les corons, comme l'évoque Laurent Brice.

Naturellement, le fait de rejoindre le Front national n'a pas été sans créer parfois des tensions au sein des familles des intéressés. C'est le cas d'Emmanuel, 40 ans, grand gaillard brun aux larges épaules et à l'allure un peu dégingandée, souvent d'humeur joviale, encarté au Front national depuis plus de quinze ans. Divorcé, père de deux enfants, il a travaillé pendant quinze ans dans une usine d'aquaculture. Chichement payé, il faisait les vendanges à la fin de chaque été pour arrondir ses revenus. Il est aujourd'hui assistant du groupe FN au Conseil régional. Son père était ouvrier chez Renault et sa mère ne travaillait pas. Son grand-père, mineur, était communiste. Lorsque ce dernier a appris que son petit-fils était engagé au Front national, il s'en est suivi une vive dispute entre les deux hommes, qu'Emmanuel raconte aujourd'hui avec un certain détachement teinté d'amusement.

Emmanuel : Je suis issu d'une famille de gauche. Mon grand-père en 2002 l'a très mal perçu. C'était la guerre. Bon il est décédé quelques mois après. Mais le 21 avril 2002, je me suis pris des insultes et tout. Pendant une semaine on ne s'est pas parlés. Mon grand-père était communiste. Il était mineur et il a fait 39-45. Il a fait quatre ans prisonnier de guerre, mais il était politiquement : Georges Marchais ! Georges Marchais !

Q. : C'était un ancien FTP [Francs-tireurs et partisans, groupe résistant proche du Parti communiste] ?

E. : Euh... non, non. Il a été prisonnier de guerre quatre ans. Il a servi dans sa section communiste, sur Avion, donc qui était quand même un sacré bastion communiste. Et il l'a très mal perçu que j'étais au Front quoi. Déjà en 1995, mais en 2002, alors là ! [il rit]. Bon, j'avais quand même des posters dédicacés, des photos de Jean-Marie, euh... c'était très mal perçu. [...]

Q. : Vos parents faisaient quoi ?

E. : Ma mère est femme au foyer et mon père travaillait chez Renault en tant qu'ouvrier. Maintenant ils votent FN, parce que j'étais candidat, donc ma mère a voté pour moi et ça a suivi quoi.

Q. : D'accord, donc vos parents maintenant votent FN, depuis que vous êtes candidat ?

E. : Ma mère vote FN depuis 2002. Mon père depuis 2005-2006. Depuis qu'il a été licencié de Renault.

Si des militants disent avoir dû faire face au début de leur engagement à une certaine hostilité familiale, la plupart d'entre eux se vantent d'avoir fini par « retourner » leur famille en faveur du FN. C'est le cas d'Emmanuel, qui y parvient pour des raisons tant filiales que sociales. Laurent Brice est également dans ce cas. Si la génération plus ancienne, marquée par la Seconde Guerre mondiale qu'elle a connue, la lutte contre le fascisme et l'ancienne structuration du champ politique articulée entre la gauche et la droite, est restée relativement hostile au parti frontiste<sup>1</sup>, les générations plus récentes ont manifestement moins de mal. Que s'est-il passé pour qu'en l'espace de deux générations la déception de ces ouvriers issus des rangs de la gauche soit telle qu'ils décident de rejoindre le Front national ?

J'ai déjà évoqué la rupture économique et sociale due à la fermeture des fosses, la désindustrialisation et la reconfiguration du monde ouvrier qui, en s'adaptant à la nouvelle économie mondialisée, a perdu ses repères d'antan et la cohésion qui lui permettait de mener des luttes sociales, synonymes d'espoir et de meilleures conditions de travail, ou encore le sentiment que les partis de gauche seraient impuissants face aux délocalisations. L'efficacité compensatrice du discours proposé par le FN a également pesé dans leur ralliement. Il devient un moyen de résoudre la tension suscitée par le sentiment de « dyssocialisation » qui implique, selon Louis Chauvel, une contradiction violente entre l'héritage de valeurs, de représentations et d'identité transmis par la génération précédente et les situations sociales objectivement vécues<sup>2</sup>.

1. Il faut toutefois noter que les Héninois de plus de 65 ans qui étaient rétifs au FN jusqu'en 2008 (10 % aux élections municipales de 2008), ont voté bien plus significativement en sa faveur à la suite du scandale qui a touché le maire Gérard Dalongeville (33 % aux élections municipales de 2009). J. Fourquet, « Front national : dans le Nord, la flamme n'est pas éteinte », *Note pour la Fondation Jean-Jaurès*, n° 33, 15 juillet 2009, p. 3.

2. L. Chauvel, « Le renouveau d'une société de classe », in P. Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales*, *op. cit.*, p. 69.

Mais pourquoi une telle déception vis-à-vis de la gauche ? En effet, tous les militants qui ont eu un engagement à gauche que j'ai rencontrés expriment beaucoup d'aigreur, voire de colère, lorsqu'ils racontent la rupture qui les a fait quitter le PC ou le PS pour rejoindre le FN. C'est sur les raisons de leur colère qu'il faut à présent se pencher pour mesurer toute l'étendue de leur engagement actuel.

### **Les raisons de la colère**

Juste après sa réélection à la mairie de Hénin-Beaumont au printemps 2008, le maire Gérard Dalongeville est mis en examen puis incarcéré, accusé de détournement de fonds publics et malversations. Cette mise en examen ne manque pas de conforter le discours du FN local qui dénonçait depuis des années la « mafia socialiste », comme il l'a imprimé ensuite sur ses affiches de campagne. Ulcérés par cette affaire jugée indigne d'un édile de gauche, de surcroît dans une région sinistrée économiquement, touchée de plein fouet par la crise, beaucoup de Héninois ont réagi à cette affaire soit en n'allant pas voter aux élections organisées l'année suivante pour désigner un successeur à Dalongeville, soit en apportant leur suffrage au Front national. Ainsi, le taux de participation au premier tour des deux scrutins successifs est passé de 66 % en 2008 à 59 % en 2009, une baisse qui n'a pas manqué de renforcer le score du FN qui a grimpé de dix points<sup>1</sup>. Entre les deux élections, c'est chez les ouvriers et les employés que la hausse du vote en faveur de la liste FN s'est avérée la plus forte. Elle passe respectivement de 31 % à 45 % chez les premiers et de 18 % à 28 % chez les seconds<sup>2</sup>. Un signe

1. J. Fourquet, « Front national : dans le Nord, la flamme n'est pas éteinte », *op. cit.*, p. 2.

2. *Ibid.*, p. 3. Comme le montrent les travaux de Nonna Mayer, le vote ouvrier en faveur du FN ne cesse de se renforcer au niveau national, passant de 17 % en 1988 à 21 % en 1995 et à 23 % en 2002. « Que reste-t-il du vote de classe ? », in P. Perrineau, L. Rouban (dir.), *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 305.

tangible que les classes populaires se sont nettement détournées des partis de gauche jugés, du moins au niveau local, corrompus et inefficaces face à la crise.

On peut d'ores et déjà prévoir que les récentes accusations de corruption touchant la fédération socialiste du Pas-de-Calais ne vont d'ailleurs pas manquer d'alimenter la défiance à l'égard du PS et, ce faisant, risquer de gonfler les scores du parti frontiste, Marine Le Pen s'étant empressée de dénoncer à ce propos une « immense construction mafieuse » dans le département<sup>1</sup>.

Si l'affaire Dalongeville a fortement renforcé le Front national local, la plupart des militants issus de la gauche que j'ai interviewés ont rejoint le parti frontiste bien avant qu'elle n'éclate. Bien sûr, lors des entretiens, ils ne manquent pas de dénoncer le scandale qui a touché la mairie en avançant que la situation est partout la même avec les pouvoirs de gauche dans le département. Il reste que lorsqu'ils évoquent leur rancœur éprouvée à l'encontre des principaux partis de gauche de la région, ce ne sont pas tant les affaires qui sont invoquées, aucun ne raconte avoir été témoin de détournement de fonds lors de son engagement à gauche, que le clientélisme, le carriérisme ainsi que la déconnexion des dirigeants avec les classes populaires. Tous relatent des anecdotes mettant en scène certaines pratiques s'apparentant à du clientélisme et dénoncent le fait que les ambitions personnelles dépasseraient désormais les enjeux idéologiques. Daniel Janssens est, sur ce point, intarissable.

Question : Est-ce qu'il y a une différence au niveau du militantisme entre le Parti socialiste et le FN ? Est-ce qu'il y a une différence d'ambiance ?

Daniel Janssens : Euh... d'ambiance oui. Ce n'est pas la même ambiance euh... comment je vais vous expliquer ça ? Je pense que les gens qui ont la carte du FN sont plus sincères. C'est un avis personnel hein. Ce sont de vrais militants. J'ai pu me rendre compte que lorsqu'on leur demandait quelque chose, ils le faisaient avec foi, avec de la foi.

1. Cité par L. Bretton, « PS : après le boulet Guérini, l'alerte à la corruption dans le Pas-de-Calais », *Libération*, samedi 10 et dimanche 11 décembre 2011.

Tandis qu'au Parti socialiste, je peux vous citer des exemples : une fois, j'avais 21 ans, une personne qui avait une carte du Parti socialiste, son fils n'avait pas de travail, j'étais dans le bureau du maire de l'époque, il sort sa carte du Parti socialiste [il se met à imiter la personne en question en forçant l'accent ch'timi] : « Hé j'suis carté, j'passe pour l'garçon pour du boulot hein ! » [en colère rien qu'à l'évocation de ce souvenir, il frappe la table de sa main, soupire, puis s'efforce de reprendre son propos d'une voix calme]. Je pense qu'au Parti socialiste... beaucoup se sont encartés au Parti socialiste, pas dans l'esprit de la gauche, mais pour obtenir un logement, du travail et cætera. Et après, ça commence comme ça. On est militant, mais on est militant par profit. Après on passe élu, mais on ne passe pas élu pour le militantisme, on passe élu, pour certains, pour le profit. Et plus on monte dans la hiérarchie politique, dans l'importance du poste, et plus ça devient comme ça après. On ne pense plus. On oublie ce qu'on a été. Et on veut devenir peut-être ce qu'on ne pourra jamais devenir.

Les militants frontistes ayant appartenu un temps au PS ou au PC rapportent ainsi une pluie d'anecdotes sur ce genre de pratiques clientélistes dans les municipalités de gauche de la région. Bien entendu, ces récits sont impossibles à vérifier et rien n'empêche de penser que certains de ceux qui les racontent ont pu quitter leur ancien parti dépités de ne pas y avoir obtenu les responsabilités qu'ils espéraient. Mais si l'on prend le temps de s'y arrêter avec sérieux, on constate que ces anecdotes renvoient toutefois à une certaine réalité.

## **Haro sur le clientélisme municipal**

Pour ce qui est du Parti socialiste, et ceci vaut naturellement pour d'autres partis de gauche comme de droite, plusieurs études montrent que les propos de Daniel Janssens ne sont pas dénués de tout fondement. En ce qui concerne le clientélisme, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki indiquent, par exemple, dans leur éclairante recherche sur le PS que le « contrôle d'une mairie permet de distribuer de nombreux avantages qui entretiennent

les relations clientélares », donnant ainsi à l'élu l'opportunité de « jouer un rôle décisif dans l'allocation de diverses ressources », et donc de s'inféoder une clientèle électorale dévouée<sup>1</sup>. Les sources de gratification ne manquent pas en effet, qu'il s'agisse de l'attribution de logements sociaux (souvent évoqués comme marque de clientélisme dans mes entretiens), de l'aide sociale, de postes ou de promotions. La contrepartie étant de montrer un minimum de fidélité au parti qui contrôle la municipalité. Le politiste Philippe Juhem démontre quant à lui, dans une enquête fouillée, que les sections socialistes bénéficient très souvent d'un afflux de militants dès lors qu'elles conquièrent une municipalité en vertu des opportunités de rétribution qui se présentent, qu'elles soient matérielles ou politiques<sup>2</sup>.

La direction centrale du PS a certes pris la mesure de telles dérives depuis plusieurs années, mais, comme l'ont montré les récentes affaires mettant en cause la fédération des Bouches-du-Rhône ou, justement, celle du Pas-de-Calais, son degré de latitude face au poids des élus locaux et autres « barons » semble faible. Dans un rapport sur la rénovation de son parti publié en 2003, le socialiste Henri Weber, ancien militant trotskiste qu'on peut supposer sensible aux risques de bureaucratisation des appareils politiques, dresse ainsi un constat de ces dérives. Dans ce document d'une sincérité édifiante, il pointe notamment le fait que beaucoup d'adhérents ne sont « pas des militants, mais des alliés et des obligés : parents, amis, employés municipaux, assistés divers, tout un électorat captif, car largement apolitique et dépendant, prenant sa carte en contrepartie de services reçus et attendus<sup>3</sup> ». C'est ce que R. Lefebvre et F. Sawicki appellent la « territorialisation » du militantisme quand ils décrivent cette imbrication entre militantisme et gestion politique locale dont

1. R. Lefebvre, F. Sawicki, *La société des socialistes, Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006, p. 162.

2. Ph. Juhem, « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », *Revue française de science politique*, 56 (6), 2006.

3. H. Weber, « Rénovation du PS : dépasser l'incantation », *La Revue socialiste*, 13, 2003, p. 94, cité par R. Lefebvre et F. Sawicki, *La société des socialistes, op. cit.*, p. 163.

les élus locaux sont les premiers responsables. Force est du coup de reconnaître qu'un tel phénomène constitue indéniablement « un frein à l'adhésion et à la pérennité de l'engagement<sup>1</sup> ». Du moins pour ceux des adhérents qui soit s'indignent de telles pratiques, soit déplorent au contraire sans le dire de ne pas avoir pu en profiter. Et les jugements sont d'autant plus sévères que ce sont des partis de gauche qui sont concernés. Sans doute exagérées, voire instrumentalisées, les anecdotes qui fourmillent sur ce sujet n'en restent pas moins emblématiques du climat de défiance entre citoyens et élus depuis les affaires qui ont touché la ville de Hénin-Beaumont. Laurent Brice se montre sur ce point intraitable :

On voit des maires qui se retrouvent mis à la tête de conseils d'administration avec des salaires faramineux, où le frère est embauché comme chauffeur avec un salaire... Voilà tout un maillage... Comme quand on est maire d'une commune de gauche, et qu'on est battu lors d'une élection, et qu'on se retrouve embauché au Conseil général ou au Conseil régional, comme chargé de mission. C'est bien une vaste machine à recycler. Et tout ça dans une terre ouvrière qui a souffert de fermetures d'entreprises, de la désindustrialisation. Quand on voit que des gens qui sont censés défendre les plus faibles s'octroient des salaires faramineux, s'augmentent leurs salaires dans les conseils municipaux, votent des augmentations d'indemnités là où ils siègent, quand ils cumulent les fonctions de maire, de conseiller général, de directeur, de conseiller d'administration, tout ça c'est pas benévole bien évidemment. Ils sont trop en décalage avec ce qu'ils sont censés défendre.

On comprend dès lors que les militants frontistes, anciennement de gauche et montrant quelque intégrité aient pu être écœurés par de telles mœurs. De même qu'on imagine à quel point ceux qui, déçus de n'avoir pas pu bénéficier des aides de la part d'une municipalité, se sentent exclus de la solidarité locale à laquelle ils estiment avoir néanmoins droit. Charles dit en avoir fait l'amère expérience lorsque, confronté à une période

1. R. Lefebvre et F. Sawicki, *La société des socialistes, op. cit.*, p. 163.



de chômage dans les années quatre-vingts, il s'est vu refuser toute aide de la part des services de la mairie communiste par lui sollicités. Il s'est, de surcroît, senti humilié qu'on lui ait signifié qu'il fallait qu'il dispose, lui, l'ouvrier au chômage et sans ressources, d'une voiture pour sa recherche d'emploi. Et il se dit aujourd'hui persuadé qu'il aurait obtenu quelque avantage à condition de pouvoir exhiber une carte du parti en place. Voici sa vision des choses :

Charles : En 83 je me suis retrouvé au chômage. Comme tout le monde hein, j'ai eu une petite galère aussi. Mais quand vous allez pour avoir des aides à la Ville, quand on vous envoie promener... Et puis on me demandait toujours si j'avais une voiture pour aller travailler ! C'est là que vous commencez à comprendre la gauche... Et ça m'a un petit peu, euh... vraiment euh... mis hors de moi quoi, parce que, euh... si c'est ça la défense des ouvriers ! Ou alors il aurait fallu que je prenne une carte, peut-être, parce que cela on me l'avait dit aussi.

Question : Prendre une carte... ?

Ch. : Ah oui, oui ! Dans une ville de gauche... Je ne citerai pas les noms par respect, parce qu'il y a des maires qui sont décédés, tout ça, mais il fallait prendre sa carte pour avoir plus facilement une maison, tout ça.

Q. : Sa carte du... ?

Ch. : Sa carte du Parti communiste ! Alors quand j'ai vu des trucs comme ça, ça m'a vraiment écoeuré. Carrément ! Si c'est ça la défense de l'ouvrier !

En ce qui concerne le bassin houiller, de telles dérives, naturellement condamnables, doivent néanmoins être interprétées compte tenu de la problématique locale. Claude Dubar, Gérard Gayot et Jacques Hédoux ont montré dans leur étude sur la sociabilité minière que la « communauté des mineurs » s'était structurée autour de trois lieux : la fosse, la mairie et l'église<sup>1</sup>. C'est au sein de ces trois lieux que s'articulaient les luttes entre les mineurs d'une part et les compagnies minières d'autre part.

1. C. Dubar, G. Gayot, J. Hédoux, « Sociabilité minière et changement social à Noyelles-sous-Lens (1900-1980) », art. cit., p. 411.

La mairie, dès lors qu'elle était dirigée par la gauche, devenait de ce fait un point d'appui dans la lutte contre les patrons des houillères, mais également un lieu où pouvait se structurer une certaine solidarité ainsi qu'un endroit d'intégration à la vie politique. Durant l'entre-deux-guerres, les mineurs représentaient ainsi entre 40 % et 60 % des listes aux municipales<sup>1</sup>. L'église jouait quant à elle un rôle plus ambigu. Ses dispositifs d'aide sociale étaient souvent financés par les organisations patronales et elle n'hésitait pas, parfois, à appuyer la promotion des mineurs qui se montraient assidus à la messe<sup>2</sup>. Autre temps, autres structures, mêmes mœurs... ?

Avec la fermeture des fosses et la réduction du rôle des églises suite au processus de sécularisation et de « déchristianisation », les municipalités ont vu leurs principaux contrepoids disparaître. En prenant le relais des actions sociales menées autrefois par ces deux autres institutions (que l'on songe aux logements gérés par les compagnies minières<sup>3</sup>), elles ont pris une dimension considérable. À tel point qu'elles sont devenues l'instance principale vers laquelle les populations précaires se sont tournées, particulièrement en période de crise économique. Ce sont désormais les municipalités qui gèrent l'attribution d'avantages matériels permettant d'améliorer le quotidien, avantages que l'on tentait d'obtenir auparavant au travers des luttes syndicales et politiques face aux instances économiques privées. Sollicitées de toute part, il est logique qu'elles cristallisent les déceptions et les frustrations de ceux qui, s'estimant les plus lésés, se voient refuser une aide. Et cette dimension est encore plus sensible lorsque ces municipalités sont gérées par des partis de gauche qui ont fait de la défense des laissés-pour-compte du système économique libéral leur credo idéologique. Surtout si elles ont mis sur pied un système clientéliste excluant ceux qui ne figurent pas dans leurs réseaux politiques.

1. *Ibid.*, p. 421.

2. *Ibid.*, p. 411.

3. *Ibid.*, p. 446.

Ces pratiques préférentielles organisées par les partis politiques au niveau municipal peuvent être également mises à l'index au niveau des syndicats. Roland, qui gère la permanence du FN de Hénin-Beaumont, m'a ainsi raconté, plein de dépit, que lorsqu'il était responsable syndical dans son usine de textiles, il bénéficiait d'avantages de la part de son syndicat du simple fait de ses responsabilités. Ce serait d'ailleurs une des raisons qui l'aurait décidé à rejoindre le Front national et troquer son identité de gauche pour une identité de droite, désormais pleinement assumée.

Question : Vous avez déjà voté socialiste ?

Roland : J'ai voté socialiste. J'ai toujours voté. Donc j'ai voté socialiste. J'étais jeune, bien sûr.

Q. : Vous vouliez prendre la défense des ouvriers ?

R. : Ouais, tout ça. Mais certains partis comme la CGT, la CFDT, tout ça, bon... [Il soupire]. J'ai été dans un truc comme ça, mais ça n'allait jamais.

Q. : Vous étiez dans un syndicat ?

R. : Oui, dans un syndicat, la CFTC. Mais j'ai vu les magouilles qu'il y a eues, euh... j'ai dit : « Bon, j'arrête ».

Q. : Pourquoi ? C'est quoi les trucs qu'il y a eus ?

R. : Bah, quand on poussait les gens à faire grève, tout ça, moi j'étais payé et puis eux ils n'étaient pas payés.

Q. : Parce que vous, vous travailliez, c'est ça ?

R. : Ah non ! Non, je ne travaillais pas ! Je faisais grève ! Moi j'étais payé, malgré que je faisais grève, parce que je faisais partie du syndicat. Donc tout ça m'a écoeuré.

Q. : C'est le syndicat qui vous payait ?

R. : Oui, oui, le syndicat me payait. Quand je devais aller au syndicat, je me déplaçais, j'étais payé, j'avais tout, la nourriture, euh... J'ai été écoeuré de tout ça quoi [il soupire]. Voilà pourquoi je suis venu [au FN].

Encore une fois, bien qu'il soit impossible de vérifier de telles anecdotes et sans vouloir en faire une généralité, force est d'admettre qu'elles révèlent le sentiment de désenchantement politique qui touche ces anciens défenseurs du monde ouvrier.

Une défiance vis-à-vis de certaines institutions dont les pratiques contrediraient les valeurs qu'elles sont censées défendre. Le fait qu'elles alimentent les conversations des frontistes issus du PS ou du PC est emblématique du fossé toujours plus important entre la gauche et les classes populaires dans la région, toujours plus nombreuses à rejoindre les rangs du Front national.

Pour en revenir aux partis politiques de gauche, le dernier grief à leur rencontre a trait au carriérisme qui y règne ainsi qu'à leur embourgeoisement, surtout celui de ses responsables. Les anciens militants de gauche ralliés au FN reprochent à ces derniers de n'être plus motivés que par leur ascension dans les instances du parti et par la quête de mandats électifs, délaissant ainsi, outre les valeurs de gauche, la solidarité militante, marque de fabrique supposée de leur ancien parti. De quoi alimenter encore un peu plus le sentiment de défiance à leur égard.

## **Les indignés de la lutte des places**

Daniel Janssens, l'ancien adjoint socialiste à la mairie de Leforest, se montre ainsi très aigri lorsqu'il aborde cette question sensible.

Daniel Janssens : J'ai quitté le Parti socialiste. J'ai démissionné de mon poste à la mairie, j'ai démissionné du Parti socialiste. Et au début ça a fait un peu de tabac quoi. [...]

Question : Pourquoi avez-vous démissionné ?

D.J. : Ah parce que j'ai été complètement déçu. Déçu par, je dirais, les nouveaux militants socialistes, qui sont à mon avis des personnes, euh... en particulier pour les élus, des personnes qui cherchent le pouvoir, le pouvoir pour euh... pour euh... ce sont des carriéristes. On devient maire, après on postule pour être conseiller général, après on postule pour être député, et après on essaie d'avoir une place à la CAC [Communauté d'agglomération du Calais], et puis voilà, et on devient un gros bourgeois et on oublie d'où l'on vient. Et ça, ça m'a déçu. Déçu, déçu, déçu !

Q. : Ça a été progressif ?

D.J. : Ah, progressif, progressif, progressif, euh... [Il soupire]. Mon dernier mandat a été un fardeau pour moi. Un fardeau. J'ai constaté que toutes ces personnes là oubliaient d'où elles venaient. Déçu !

On a beau ne pas partager les idées de ces nouveaux ralliés du FN, il faut reconnaître que leur constat s'appuie, hélas, sur des réalités tangibles. Les études produites ces dernières années sur le Parti socialiste, dont j'ai livré ci-dessus quelques échantillons, confirment le constat de cet ancien élu sur le carriérisme qui s'y développe et l'abandon des principes au profit de la conquête de mandats. Lefebvre et Sawicki indiquent en ce sens que « le PS est désormais principalement une entreprise de conquête de mandats électifs<sup>1</sup> », ce qui fait que ses membres sont prêts à tous les renoncements pour conserver leurs mandats ou en conquérir de nouveaux. Ce qui ne les distingue pas vraiment, sur ce plan, de leurs adversaires de la droite traditionnelle. Devenus de véritables professionnels vivant de la politique et cherchant à « se protéger des aléas de cette carrière singulière », ces socialistes n'hésitent plus à cumuler les mandats et les responsabilités, ce qui passe par des stratégies visant à « contrôler les sections et les fédérations qui décident des investitures ». À tel point que la fidélité à un cacique du parti l'emporte, pour accéder à une fonction importante, « sur l'investissement dans le parti et sur la réussite politique locale ». Une inclinaison qui n'est pas sans brouiller les repères des « derniers croyants que compte le parti et une partie des électeurs<sup>2</sup> ». Le dépit éprouvé par ces militants frontistes déçus de la gauche en général, et du PS en particulier, croise en ce sens certaines des recherches parmi les plus récentes sur les partis de gauche, voire le constat de certains responsables socialistes eux-mêmes, comme on a pu le voir avec Henri Weber.

À cela il faut ajouter le réel embourgeoisement des militants socialistes depuis les années quatre-vingts. Frédéric Sawicki

1. R. Lefebvre et F. Sawicki, *La société des socialistes*, op. cit., p. 19.

2. *Ibid.*, p. 68.

dresse un historique assez saisissant de la désouvriérisation des députés socialistes depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Entre 1905 et 1914, 36 % des députés socialistes sont des ouvriers. Entre 1924 et 1936, leur proportion tombe à 17 %. Lors de la vague rose de 1981, sur les 273 députés socialistes élus, on ne compte plus que 3,6 % d'ouvriers ou employés, tandis que 71 % relèvent des catégories socioprofessionnelles supérieures<sup>1</sup>.

En ce qui concerne les militants, l'enquête menée en 1998 par Henri Rey, Françoise Subileau et Colette Ysmal, à ce jour la plus complète, montre que les militants socialistes étaient à l'époque déjà surreprésentés dans les catégories socioprofessionnelles moyennes et supérieures, en hausse par rapport à la dernière enquête de référence réalisée en 1985. Tandis que la part des ouvriers est de 5 % en 1998, elle était de 10 % en 1985<sup>2</sup>. 50 % de pertes en quinze ans ! Les chômeurs ou les nouvelles catégories précaires (par exemple les employés à temps partiel de la nouvelle économie des services et du commerce) n'atteignent quant à eux même pas 5 % du total cette même année de 1998 (respectivement 3 % et 4 %)<sup>3</sup>. Alors qu'en 1985, 28 % des adhérents étaient issus d'un milieu ouvrier, la proportion chute de vingt points en 1998 pour tomber à 8 %, tandis que les fils et filles d'employés passent dans le même temps de 15 % à 24 % (+9 %), sachant que la part de cette catégorie socioprofessionnelle a quasiment doublé sur la même période dans l'ensemble de la population française.

Globalement, les adhérents issus des catégories populaires (ouvriers + employés) représentent 32 % de l'effectif, alors qu'ils étaient 43 % en 1985<sup>4</sup>. Enfin, 58 % des adhérents sont des salariés du secteur public. Ce qui fait dire aux auteurs de l'enquête de 1998 que « le PS est donc bien toujours le parti

1. F. Sawicki, « Les socialistes », in J.-J. Becker, G. Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte/Poche, 2005, p. 27-28.

2. H. Rey, F. Subileau, C. Ysmal, « Les adhérents socialistes en 1998 », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 23, 1999, p. 7.

3. *Ibid.*, p. 13.

4. H. Rey, F. Subileau, C. Ysmal, « Les adhérents socialistes en 1998 », art. cit., p. 10.

des « salariés protégés<sup>1</sup> ». Cette enquête montre en ce sens un décalage important avec la structure socioprofessionnelle de la population française. Privés de relais avec les catégories populaires issues du secteur privé, les socialistes ont par ailleurs du mal à légitimer leur position de parti des défavorisés.

Toutes ces données macrosociologiques permettent de mettre en perspective le ressentiment singulier éprouvé par les anciens partisans de la gauche passés au FN dans le Pas-de-Calais. « Déçu » (Daniel Janssens), « écoeuré » (Roland), « mis hors de soi » (Charles) par les principales institutions liées à la gauche (municipalité, parti, syndicat), dont les pratiques, les attitudes, voire la composition trahissent un décalage avec les catégories populaires dont elles se posent en protectrice, leur engagement au FN peut être interprété comme un cri de protestation.

Ne pouvant se résoudre à abandonner la politique, ces militants ou sympathisants de gauche en rupture de ban avec leurs anciennes formations optent, en ralliant le FN, pour une posture de défi, de provocation face à une famille politique qu'ils ne reconnaissent plus et qu'ils accusent d'avoir trahi les valeurs qu'elle mettait en exergue dans l'ancien temps. Dans les entretiens que j'ai réalisés au fil de mon enquête, le décalage m'a saisi entre l'émotion qui affleure lorsque sont évoqués les souvenirs des activités politiques vécues en famille durant l'enfance, ou les idéaux de la jeunesse, et la colère, le ressentiment devant une évolution politique et sociale considérée comme le reniement pur et simple de cette époque bénie et probablement idéalisée.

On notera pour finir que cet embourgeoisement du PS coïncide avec un niveau de diplôme élevé puisque 40 % des adhérents étaient diplômés de l'enseignement supérieur en 1998, tandis que 31 % avaient un diplôme inférieur au bac (ce chiffre comprenant ceux qui n'ont aucun diplôme<sup>2</sup>). Dans un parti où

1. *Ibid.*, p. 13.

2. *Ibid.*, p. 7.

la tenue de débats tient une place toujours plus importante<sup>1</sup>, les militants les mieux dotés en capitaux scolaires excellent dans cet exercice qui leur permet d'acquérir prestige et reconnaissance et, éventuellement, de lancer leur carrière politique. Or, comme l'indique Rémi Lefebvre, « de telles pratiques partisans n'ouvrent pas d'espace à l'expression de la souffrance sociale ». Elles tiennent également à l'écart les catégories les moins diplômées qui s'auto-excluent de cette sélection par le langage, handicapées par leur déficit de ressources personnelles en la matière. Quand on ne peut pas trouver les mots pour le dire, on se tait...

Enfin, la complexité croissante de l'argumentaire idéologique, souvent « abstrait et scolastique<sup>2</sup> », bien que simplifié à leur attention, ne leur permet plus, bien souvent, « de s'identifier au discours du parti<sup>3</sup> ». Ainsi, les « enjeux locaux, dotés d'un haut degré de réalité », se voient-ils délaissés alors qu'ils sont ceux autour desquels les classes populaires se sont historiquement mobilisées en politique<sup>4</sup>. Tels sont les effets pervers de la démocratisation interne du PS qui amène les catégories défavorisées à s'en détourner, la plupart du temps pour abandonner toute velléité politique. Ou comme on vient de le voir, pour virer de bord et passer au FN...

## **Des socialistes en plein désarroi**

J'ai saisi l'occasion qui s'offrait à moi d'interviewer des militants du Parti socialiste dans la ville de Hénin-Beaumont, croisés alors qu'ils étaient en train de distribuer des tracts. C'était lors d'une de ces braderies caractéristiques du Nord et du Pas-de-Calais qui se déroulait dans la ville ce jour-là. Braderie où Marine Le Pen en personne est venue à la rencontre des

1. R. Lefebvre, « Le sens flottant de l'engagement socialiste. Usages et effets de la « démocratisation » interne au PS », in R. Lefebvre, A. Roger (dir.), *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, op. cit., 2009, p. 115.

2. *Ibid.*, p. 118.

3. *Ibid.*, p. 117.

4. *Ibid.*, p. 118.

adhérents et sympathisants frontistes locaux, s'octroyant un bain de foule devant une armée de journalistes. Pleins de rage devant la médiatisation de la nouvelle présidente du FN – elle est passée avec sa cohorte devant leur stand, relativement modeste comparé à celui imposant du Front érigé devant la permanence –, ils ont bien voulu répondre tour à tour à mes questions. Ébranlés par les affaires qui ont touché l'ancienne mairie, leur désarroi de militants d'origine populaire était palpable lorsqu'ils évoquaient la montée du Front national dans la ville, conscients du désaveu qui touchait leur parti et les valeurs qu'ils défendaient.

C'est le cas d'une militante de 47 ans dont je respecterai l'anonymat en l'appelant Françoise, mariée, mère de trois enfants, employée dans le commerce, adhérente depuis deux ans. Fille d'un mineur devenu ensuite ouvrier en usine et d'une mère au foyer qui a élevé ses quatre enfants, tous deux socialistes, Françoise affirme avoir adhéré il y a deux ans afin de défendre justement les idées socialistes ternies par les affaires qui ont touché l'ancienne municipalité. Au départ assez réticente à l'idée de répondre à mes questions, elle a fini par se laisser aller à exprimer avec beaucoup d'émotion dans la voix son désarroi de militante socialiste dans le fief du nouveau lepénisme.

Françoise : La majeure partie des gens qui votent FN, c'est par rapport à... comment dire... c'est pas des gens qui sont... c'est des gens qui sont écoeurés.

Question : Ils sont écoeurés par quoi ?

F. : Par rapport à tout ce qui se passe. Il y a quand même pas mal de choses qui se passent. Sarkozy il fait du tort. Énormément ! Et les gens ils ne comprennent pas. Il y a beaucoup de personnes qui ne s'intéressent pas spécialement à la politique ici. Il y en a beaucoup qui ne veulent plus voter par rapport à ça, ils sont... Et puis il y a des affaires, tout ça, ça fait la différence aussi hein. Il ne faut pas se leurrer ! Mais le FN, sa montée en puissance, moi je suis désolée, mais pour moi, c'est les médias. Voilà.

Q. : Et sa montée en puissance spécifiquement ici ?

F. : De toute façon, nous on a eu un maire qui a fait ce qu'il ne fallait pas. Après il va être, euh... comment dire... il va être jugé de toute façon.

Nous on subit ! Et nous on est écoeurés ! On est écoeurés ! C'est pour ça que nous on se bouge pour nos valeurs ! Nos vraies valeurs, c'est les valeurs de gauche. Voilà. Nous, c'est notre seule motivation. Mais Marine Le Pen elle ne nous impressionne pas du tout hein. [...]

Q. : Je peux vous demander depuis combien de temps vous êtes militante ?

F. : Depuis... disons qu'avant je ne prenais pas ma carte. Maintenant, depuis justement Dalongeville [l'ancien maire PS], ça m'a donné envie de me bouger. Parce que franchement, moi je trouve ça dommage que finalement, par rapport à certaines affaires, justement, les valeurs ne sont plus défendues, parce que les gens sont écoeurés par rapport à des cas individuels, c'est ça. Et que vraiment nous on veut défendre des vraies valeurs, parce qu'on en a besoin. On a eu des acquis on veut les garder. Donc c'est sur ça que maintenant j'ai envie de m'impliquer, parce que passer à sa maison à rien faire et puis à râler ça ne change rien. Donc si on peut faire bouger les choses... Faut s'impliquer, voilà. [...] Maintenant, vu ce qui s'est passé à Hénin, on a eu envie de se bouger. On a envie que Hénin redevienne socialiste, enfin, socialiste, nous on est socialistes, mais qu'il y ait des valeurs de gauche au moins. Et puis faire tomber le Front national<sup>1</sup>.

Les lapsus émis par cette militante, « on a envie que Hénin redevienne socialiste » (la nouvelle municipalité est composée d'une coalition de gauche), « qu'il y ait des valeurs de gauche au moins », sont assez emblématiques du ressentiment que les militants socialistes locaux éprouvent eux aussi à l'égard de l'ancienne municipalité et de ses agissements, qu'ils n'ont pas été en mesure de contrôler, qui auraient contribué à pervertir la réputation de leur parti et ses valeurs. Ce ressentiment n'est d'ailleurs sans doute pas si loin de celui éprouvé par les anciens socialistes ou communistes qui ont rejoint le Front national, à la différence près que ces militants socialistes ne croient pas au discours républicain du FN et qu'ils ont fait de l'opposition au parti lepéniste l'axe principal de leur engagement politique. Françoise rapporte ainsi que son défi, « c'est de faire tomber le Front national ». Un objectif que confirme Émilie, étudiante de 20 ans, militante au

1. Entretien réalisé le 25 septembre 2011.

MJS (Mouvement des jeunes socialistes) depuis cinq ans, fille d'artisans chauffagistes également socialistes, qui distribue des tracts juste à côté : « Il faut savoir qu'au Mouvement des jeunes socialistes, notre premier objectif, c'est la lutte contre le Front national. C'est plus ou moins le leitmotiv de notre organisation de jeunesse<sup>1</sup>. »

Ces militantes confortent en ce sens la nouvelle orientation idéologique mise en avant par le PS dans le courant des années quatre-vingts qui fait de la lutte contre le racisme son principal objectif, dans un contexte qui voit le Front national faire des scores toujours plus importants aux différentes élections. Henri Rey, Françoise Subileau et Colette Ysmal rapportent ainsi dans leur enquête sur le PS que la lutte contre l'extrême droite se substitue progressivement, à partir de cette période, à la lutte contre la droite dans les priorités des adhérents<sup>2</sup>. Un objectif éthiquement louable sans doute. Seulement voilà : n'a-t-il pas eu comme conséquence de minorer les thématiques sociales, celles-ci ne constituant désormais plus une raison suffisante pour s'engager ? Sans compter cet effet pervers : l'apport d'eau au moulin du discours frontiste qui affirme que la droite et la gauche, se combattant avec moins de verve qu'auparavant et dénonçant de concert les idées frontistes, seraient désormais idéologiquement proches. Des sœurs jumelles pour ainsi dire.

Dans un contexte qui voit le PCF s'effondrer après que le mur de Berlin a connu le même sort et tandis que le PS déserte les luttes sociales au profit de combats éthiques articulés autour de l'antiracisme, les catégories populaires du secteur privé ont pu se sentir orphelines de partis susceptibles de les représenter. Plus d'organisations à même d'apporter des réponses à leur sentiment « d'insécurité économique ». Or, lié à la peur de la perte du pouvoir d'achat, la perte d'argent, la perte de salaire, ce sentiment est particulièrement fort chez les ouvriers et les

1. Entretien réalisé le 25 septembre 2011.

2. H. Rey, F. Subileau, C. Ysmal, « Les adhérents socialistes en 1998 », art. cit., p. 50.

employés, qui sont respectivement 56 % et 53 % à déclarer qu'ils s'en sortent aujourd'hui difficilement avec leurs revenus, contre 36 % pour le reste de la population<sup>1</sup>.

Certes, les municipalités socialistes et communistes ont mis en place des politiques de solidarité envers les plus démunis afin de colmater les conséquences sociales de la crise économique. Mais en délaissant progressivement le combat idéologique sur les questions sociales, les partis de gauche ont pu laisser penser qu'ils ne constituaient plus une véritable alternative aux injustices sociales. Dans ce contexte, le discours du Front national de plus en plus offensivement axé sur les thématiques sociales, qui propose une solidarité non plus universelle mais fondée sur des fondements nationaux, voire ethniques, qui dénonce – de façon particulièrement agressive – les « élites et les « nantis », a pu avoir un écho non négligeable auprès des catégories précarisées. Il est ainsi symptomatique que le vote ouvrier en faveur de la gauche, bien que toujours majoritaire, n'a cessé de s'éroder depuis trente ans, passant par exemple de 70 % en 1978 à 43 % en 2002<sup>2</sup>. Les ouvriers optent d'autant moins pour un parti que celui-ci perd peu à peu sa substance ouvrière.

Conscients que les orientations actuelles du PS ne permettent qu'imparfaitement de toucher les populations laborieuses, certains socialistes proposent de revenir aux fondements des valeurs de la gauche telles qu'elles s'exprimaient dans le bassin minier au temps de l'ouvriérisme triomphant, où l'on était encore fier de se déclarer socialiste, une époque bénie qu'ils ont connue eux aussi étant jeunes. C'est ce que semble vouloir dire le troisième militant que j'ai interviewé, un technicien hospitalier de 52 ans, militant depuis l'âge de 15 ans, fils d'un père chaudronnier et d'une mère au foyer, tous deux militants socialistes. Les propos qu'il m'a tenus sont dénués de toute ambiguïté : « Le problème

1. A. Mergier, J. Fourquet, *Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieu populaire*, op. cit., p. 49-51.

2. N. Mayer, « Que reste-t-il du vote de classe ? », in P. Perrineau, L. Rouban (dir.), *La politique en France et en Europe*, op. cit., p. 301.

c'est qu'effectivement on nous renvoie une image de "tous pourris" quoi je veux dire. Sauf qu'il y a des socialistes sur nos terres, à Hénin-Beaumont, au niveau de la circonscription, et je pense que nous socialistes à Hénin, il faut revenir avec notre histoire, puisque c'est une terre socialiste, une terre de gauche. Et puis reconquérir notre notoriété<sup>1</sup>. »

Encore une fois, si l'on fait bien sûr abstraction des valeurs éthiques qui les opposent, un tel discours encensant l'héritage, « revenir avec notre histoire » sur « une terre de gauche », ne semble pas si éloigné de celui des frontistes ex-communistes ou ex-socialistes qui cultivent, eux aussi, la nostalgie de la gauche d'antan qui structurait la vie politique et sociale. Y pointe toutefois la difficulté, pour ceux restés fidèles aux valeurs de gauche dans le bassin minier, de dépasser l'insatisfaction du présent et l'enfermement dans un passé idéalisé. Cette peine à se remettre en question apparaît également lorsque ces militants socialistes affirment ne pas concevoir que certains de leurs anciens camarades aient pu rejoindre le parti frontiste, montrant ainsi leur incapacité, au moins partielle, à tenter de cerner les causes de ce désamour. Les causes de ces ruptures en cascades suivies de changements de bord politique, ces militants déboussolés les trouvent dans les affaires qui ont touché les municipalités de gauche, ou encore dans la très forte médiatisation de la présidente du FN. Elles seules seraient responsables de la montée frontiste. Écoutons-les une fois encore :

Question : Et juste, quand même, par rapport au Front national, vous avez des retours de la part de gens qui ont pu être au PS et qui sont maintenant au Front national ?

Émilie : Alors, vous me l'avez dit tout à l'heure, moi je n'y crois pas. Je suis désolée, mais je ne pense pas qu'une personne qui ait pu être au PS, qui ait milité au PS, puisse se retrouver au FN. Alors là il faut me les montrer les personnes et que je puisse discuter avec elles. Ça je n'y crois pas du tout !

1. Entretien réalisé le 25 septembre 2011.

Et pourtant, elles existent, ces personnes, et je les ai rencontrées. En développant un militantisme fondé pour l'essentiel sur un ancrage local, en accordant la primauté aux actions de terrain en créant une forte convivialité, le Front national de Hénin-Beaumont est parvenu à attirer un électorat populaire dépité par l'impuissance des politiques face aux délocalisations, échaudé par les affaires, par le clientélisme pratiqué par certaines municipalités et aussi par l'élitisme de certains partis de gauche. Ce travail de terrain n'est peut-être pas suffisant pour que certains franchissent le pas, mais il peut constituer indéniablement un élément de séduction supplémentaire chez ceux qui hésitent. C'est ce point de la spécificité militante du Front national dans le Pas-de-Calais que je voudrais à présent explorer tant il est riche d'enseignements.

### **Un ingénieur en militantisme**

Parler du militantisme au Front national à Hénin-Beaumont nécessite que je consacre un passage conséquent à la personnalité et à la trajectoire de Steeve Briois, l'homme qui a contribué plus que tout autre à faire du parti frontiste ce qu'il est devenu dans la région, l'homme qui monte au sein du nouveau FN, le maître à penser de son laboratoire du Pas-de-Calais. Âgé de 39 ans, célibataire, détenteur d'un diplôme d'études techniques supérieures, Briois s'engage au Front national à l'âge de 16 ans, au moment du divorce de ses parents. Ce qui attire l'adolescent ? La personnalité de Jean-Marie Le Pen. Ce qui le rebute ? Le prosélytisme anti-FN exercé, selon lui, par les enseignants de son lycée, et qui aurait contribué à le « jeter dans les bras de Le Pen<sup>1</sup> ». Briois assume par ailleurs sans complexe avoir également adhéré en raison des problèmes d'immigration et du « racisme antifrançais ». Il a fait sa première campagne en militant contre le

1. Entretien réalisé le 11 juillet 2011.

référendum sur la Nouvelle-Calédonie en compagnie de Laurent Brice et, – si l'on excepte l'intermède mégrétiste –, il a mené toutes les autres campagnes frontistes dans la région depuis. Son père, ouvrier bientôt à la retraite, et sa mère, comptable, n'étaient pas politisés, mais soutiennent désormais le FN dans le sillage de leur fils. Ce cadre frontiste se souvient que son grand-père, mineur et syndiqué à la CGT, votait pour Giscard, ce qui l'amène au constat que l'on peut très bien être à la CGT et « voter pour la droite molle ».

Steeve Briois m'apparaît d'emblée comme une personnalité assez complexe. Plutôt sympathique et agréable, il a fait son possible pour faciliter mon enquête. Toujours prêt à répondre à une question, à fournir un renseignement sans pour autant chercher à contrôler ce que je faisais, il se montre pourtant très réservé, voire d'une grande timidité dans certaines situations, par exemple devant les médias audiovisuels. Le comble pour un dirigeant frontiste qui se veut un des principaux artisans de la normalisation avec ces derniers ! Un exemple survenu lors de la venue de Marine Le Pen à la braderie de Hénin-Beaumont le dimanche 25 septembre devant la permanence frontiste : tandis que la présidente du FN était assaillie par les caméras de télévision, les photographes et les micros et se prêtait, vieille routière, à l'exercice avec une grande volubilité, lui se tenait à l'écart, n'osant faire face à cette ruée médiatique. Je vis alors son complice Bruno Bilde s'approcher et lui glisser, en expert de la communication : « Va te mettre à côté d'elle ! Va te mettre à côté d'elle ! » Après plusieurs injonctions, Briois finit par se résoudre à s'approcher de sa présidente à pas hésitants, un sourire crispé sur les lèvres, avant d'y renoncer, manifestement trop mal à l'aise devant cet exercice d'exposition de soi.

Ce côté réservé, voire timide, peut toutefois s'avérer une ressource très efficace dans le contexte local lié aux affaires qui ont secoué la mairie en 2008 et de la défiance qui s'en est suivie envers les politiques, jugés plus intéressés par leur carrière plutôt que par le sort de leurs administrés. Beaucoup de sympathisants

sont ainsi gré à « l'homme du pays » d'être « proche des gens » et de ne pas « être un carriériste, comme les autres ». Le fait qu'il soit désormais le numéro trois dans la hiérarchie du FN permet également de contribuer à l'entreprise de dédramatisation en rompant avec le stéréotype du leader à la posture martiale.

Mais que l'on ne s'y trompe surtout pas. Steeve Briois, homme de terrain redoutable, a mis en place dans la région une machine de guerre militante dont l'efficacité n'est plus à démontrer. Il a formé des dizaines de militants dévoués. Rien ne l'exaspère plus que le dilettantisme et l'amateurisme chez ceux qui se sont engagés à servir la cause et le parti. L'homme de Hénin-Beaumont reconnaît d'ailleurs volontiers que son modèle du militantisme est « calqué » sur celui du PCF. Ainsi prolonge-t-il une fascination déjà ancienne à l'extrême droite et tout particulièrement au Front national pour ceux « d'en face », avec leur appareil, leurs organisations de masse, leurs relais dans la société, leur presse, leur fête de l'Humanité. Jean-Marie Le Pen lui-même n'y a pas échappé.

Soucieux de professionnaliser le FN, Briois n'hésite pas à écarter ceux qu'il ne juge pas assez compétents ou pas suffisamment motivés pour la tâche ou la fonction qui leur incombe. Il m'a ainsi confié, en marge d'une formation de futurs candidats FN à la députation à laquelle il m'avait autorisé à assister, que certains n'avaient « pas le niveau » et qu'il prévoyait de retirer leur investiture à « au moins trois d'entre eux<sup>1</sup> ».

Méticuleux, travailleur infatigable au point que certains de ses proches disent de lui « qu'il ne se relâche jamais, y compris les 24 et 25 décembre », Briois consacre tout son temps et toute son énergie à mettre son parti sur les rails du pouvoir. Marine Le Pen ne s'y est d'ailleurs pas trompée qui l'a nommé secrétaire général du Front national lorsqu'elle en a pris la présidence afin, comme elle me l'a confié, « qu'il applique dans les autres fédérations ce qu'il a mis en place à Hénin<sup>2</sup> ». L'ascension de cet

1. Échange avec l'intéressé, 20 novembre 2011.

2. Échange avec l'intéressée, 25 septembre 2011.



ingénieur du militantisme, tout dévoué à sa présidente à qui il a abandonné sa circonscription qu'il laboure depuis des années, n'est pas sans susciter des jalousies parmi certains autres cadres qui lui reprochent tour à tour de s'être livré autrefois à une escapade mégrétiste du plus mauvais goût, de brader certains fondamentaux du parti au nom de la dédiablement, ou même de s'être permis de contredire Jean-Marie Le Pen suite à un différend concernant l'expulsion d'un jeune militant ultraradical, Alexandre Gabriac, voulue par la nouvelle présidente et refusée par l'ancien leader<sup>1</sup>.

Apôtre d'un ancrage articulé autour de thématiques locales, l'homme de Hénin-Beaumont, fort de son succès local, avance sans complexe que si la gauche a pu apporter autrefois dans la région des éléments positifs aux catégories populaires, c'est à présent le FN qui a pris le relais de cette fonction sociale et structurante. Et à cet égard, le plus éclairant est de le laisser s'exprimer...

Question : Qu'est-ce qui caractériserait le vote FN à Hénin ?

Steeve Briois : C'est l'injustice. Je crois que l'injustice, surtout dans le Nord-Pas-de-Calais, je crois que c'est quelque chose de terrible. C'est un sentiment d'abandon aussi.

Q. : L'injustice à quel niveau ?

S.B. : À tous les niveaux. Il n'y a pas de justice. Voilà. Il n'y a pas de véritable justice, à tous les niveaux. Vous prenez la politique sociale, la politique d'attribution des logements. On fonctionne dans le Nord-Pas-de-Calais encore avec des féodalités. Vous avez le PS qui a la mainmise sur tout. Donc c'est sûr que ceux qui sont proches du pouvoir, eh bien auront tout, et en revanche les autres ils ne sont bons qu'à payer. [...] On reçoit chaque mois des dizaines de familles qui doivent avoir comme revenus entre 600 et 700 euros. On ne peut rien faire. Combien de gens sont venus frapper à la porte parce qu'ils n'ont vraiment rien à manger. Il n'y a plus rien. Il n'y a plus de travail, il y a une perte des valeurs. La gauche a été responsable de ça, parce que redonner confiance aux gens, leur donner du courage, apprendre aux gens à avoir des repères

dans la vie, avoir des repères, il n'y a plus tout ça. Par chez nous, toutes ces notions ont été anéanties. [...]

Q. : Je vous entends parler de la misère sociale dans l'ancien bassin minier. Est-ce qu'à votre avis il y a encore des valeurs de gauche, ou ça c'est fini dans cette région ?

S.B. : Eh bien il y a encore ces valeurs, heureusement. Parce qu'il y a encore euh... il y a de beaux restes quand même. Mais justement, c'est ces valeurs là que la gauche, qui a localement tous les pouvoirs, a totalement torpillées. Il y a quand même une mentalité dans le Nord-Pas-de-Calais, même si ça se perd, mais il y a encore une mentalité. L'esprit des villes minières. Il y a une chaleur humaine importante qu'il n'y a pas forcément dans toutes les villes de France. Je ne suis pas sûr que dans des grandes villes comme Angers ou Blois ou Tours, il se dégage autant de chaleur que par chez nous, parce que c'est une mentalité.

Q. : Qui se caractérise par la solidarité ?

S.B. : La solidarité, oui. C'est des exemples tout bêtes, mais c'est vraiment la solidarité.

Q. : Face à la misère, face à ce genre de choses, il y a une entraide ?

S.B. : Ben oui. Même si ce n'est que moral d'ailleurs. Il y a encore un esprit des corons.

Q. : Et que vous associez un peu à un esprit de la gauche de l'époque ?

S.B. : Quand la gauche veut dire quelque chose, oui. Mais ce n'est pas incompatible avec nous, au contraire, parce qu'on prend le relais de la gauche.

Le relais, on ne sait pas, mais les voix, sûrement. Suite au travail de Briois et de son équipe, le Front national est parvenu à se présenter en l'espace de deux décennies comme un acteur politique régional de premier plan. Il jouit d'une grande popularité dans la ville de Hénin-Beaumont et le département du Pas-de-Calais. Outre le fait qu'il tente de coller aux préoccupations quotidiennes des gens, le Front version Hénin-Beaumont est animé par un personnel dévoué qui s'efforce de développer une sociabilité chaleureuse. Il bénéficie d'une permanence accueillante, démarche, recrute et forme ceux qui sont tentés par l'aventure militante, leur offre des possibilités de rétribution et parvient, au final, à se présenter comme un acteur avec lequel il va falloir compter dans l'avenir. Autant d'éléments

1. A. Mestre, C. Monnot, *Le système Le Pen, op. cit.*, p. 101-103.

qu'il m'a été donné de constater lors de mon enquête. Autant de réalités dérangeantes qu'il ne servirait à rien d'occulter.

### **La communauté militante du Pas-de-Calais**

Lors de mon séjour au mois de septembre 2011, j'assiste à une réunion de préparation des campagnes législatives et présidentielle. Tenue le vendredi 23 septembre au soir précisément, animée par Laurent Brice, réunissant onze militants, dont Freddy Baudrin, conseiller régional et par ailleurs en charge du fichier des adhérents du département, elle va me permettre de me rendre compte de l'efficacité du maillage militant dans le département. Voici en résumé un aperçu de « comment ça marche » à l'intérieur du Front national.

Freddy Baudrin remet en début de réunion à chacun des militants présents une liste des adhérents du secteur dont ils sont responsables pour les actions militantes, avec, imprimé en rouge, l'état nominal des cotisations non perçues. On prie les militants de rendre visite à ces adhérents non à jour afin de les relancer. Ne pas oublier non plus de fidéliser les adhérents récents. Les militants présents doivent également choisir un sous-responsable dans leur secteur, dont ils testeront la fiabilité au préalable, afin de pouvoir lui déléguer une part de leurs actions militantes en vue des campagnes à venir.

Autre demande insistante : multiplier les réunions avec des sympathisants. Et précision dûment martelée : au-delà de trente personnes il devient envisageable de contacter la presse. La fédération peut même dépêcher une personnalité en renfort. Le responsable en profite au passage pour louer des actions qui ont permis d'engranger de nouvelles adhésions et pour féliciter ceux qui en ont pris l'initiative.

Il incombe à chacun de remettre son rapport d'activité pour la période juillet-août-septembre. Le reste de l'année, ces rapports doivent être remis tous les mois. Certains le présentent

à l'oral, énumérant les actions menées durant la période estivale : tractages, collages, « boîtages », hommage aux harkis de la guerre d'Algérie, célébration du 14 Juillet, etc. Laurent Brice répète en boucle durant la formation, en reprenant la doctrine de son mentor Briois, que les élections se gagnent en dehors des périodes électorales.

Vient enfin l'annonce des candidats désignés par la direction centrale pour les élections législatives (nous sommes une semaine avant la tenue de la commission frontiste chargée de désigner officiellement les candidats). Comme il doit gérer la déception de certains, Laurent Brice s'empresse d'indiquer aux « recalés » que leur tour viendra et que par ailleurs lui-même n'est « candidat à rien » et qu'il sera là pour aider ceux qui sont investis. De quoi légitimer sa position de chef désintéressé, et celle du FN de parti proche du peuple.

Ces réunions, qui se tiennent tout au long de l'année, pas seulement en période électorale, permettent de mesurer à quel point l'action militante occupe une place centrale au sein du Front national dans le Pas-de-Calais. Outre l'avantage de planifier les actions et de parfaire un maillage extrêmement efficace en vue des élections, elles contribuent au maintien d'une très forte cohésion. Elles permettent d'attribuer des responsabilités aux uns et aux autres. Par exemple en leur confiant la direction d'une équipe, ce qui revient à les valoriser. Ou – et ce n'est pas contradictoire – en leur faisant espérer des investitures aux différents scrutins (presque tous les militants présents lors de cette séance ont d'ailleurs été candidats aux élections cantonales). De quoi ancrer profondément en eux le sentiment qu'ils pèsent, ne serait-ce qu'à une échelle infime, sur le devenir politique de la région. Ces réunions sont systématiquement suivies de pots chaleureux. Ces pots m'ont par ailleurs semblé constituer les uniques moments de sociabilité conviviale pour plusieurs militants d'origine populaire.

Le FN offre de la sorte un espace de socialisation particulièrement attractif pour des individus en quête de reconnaissance

sociale et politique, mais aussi de sociabilité « authentique », désintéressée. Les militants font ainsi souvent le parallèle avec les autres partis politiques décrits comme carriéristes, opportunistes, voire frivoles, au contraire du Front national qui serait un authentique parti populaire et familial. C'est ce que m'a rapporté Antoine, un jeune militant de 26 ans, tout juste sorti de son école d'ingénieur. Très remonté contre la politique fiscaliste qui aurait « étranglé » financièrement son père, artisan maçon (sa mère ne travaille pas), il fait partie de ces déçus de l'UMP qui se sont récemment tournés vers le FN. Antoine prend ainsi sa carte en 2009. Militant modèle, il est en bonne place pour être candidat frontiste aux prochaines élections législatives. Chez lui, le don de soi au service de la cause a encore un sens.

Question : Je repense à la réunion l'autre jour, qui était très structurée, très organisée, avec une certaine convivialité, enfin je vous dis ce que je ressens hein, c'est quelque chose, vous, qui... ?

Antoine : Oui. Il y a quelque chose qui ressort, c'est les convictions, c'est incroyable. Dans les autres partis je ne suis pas sûr que ce soit à un tel niveau. Mais on est vraiment tous des personnes de convictions qui sont prêtes à passer énormément de temps pour faire progresser nos idées dans l'opinion publique. Moi j'ai trouvé ça incroyable. Il n'y a qu'au Front national. Vraiment c'est un sacrifice en fait de tous les militants qui sacrifient quasiment leur vie, tout leur temps libre, leurs week-ends, pour diffuser, pour convaincre, pour mettre en valeur les idées du Front national. Voilà, c'est cet aspect de sacrifice que je trouve au FN. C'est pas comme dans d'autres formations politiques, UMP ou Parti socialiste par exemple, qui vont se réunir juste pour faire un peu de blabla et passer devant les caméras. Au Front, on travaille, c'est vraiment en fait une forme de vie. C'est... comment dire... ? Notre vie en réalité elle est conditionnée par nos idées, donc ça bouleverse notre vie tout simplement, notre vie privée tout ça, ça a un réel impact. Moi l'UMP-PS c'est plutôt faire partie d'un p'tit club comme si on était dans un club de sport, en gros. Au Front national c'est vraiment une exaltation, c'est vraiment... on donne notre vie en fait au parti, donc c'est ça, c'est quasiment ça !

Des propos qui ne sont pas loin du sacrifice des militants communistes décrit par Annie Kriegel dans les années soixante<sup>1</sup>. Et qui sont confirmés par des militants d'autres fédérations, à l'instar de David, jeune militant marseillais d'une vingtaine d'années, étudiant en thèse d'économie et pourtant issu d'un milieu aisé, dont je dresse le portrait au chapitre suivant.

David : Je suis déjà allé à des réunions politiques au Parti socialiste, à l'UMP. Dans leurs relations avec leurs militants, dans leurs discours ils sont assez faux, assez maniérés, assez hypocrites. Alors qu'au Front national il y a un parler vrai. D'ailleurs au niveau des militants, ce n'est pas les mêmes militants. C'est vraiment... Ça touche au peuple, à la frange populaire. Contrairement au Parti socialiste et à l'UMP j'ai aussi remarqué qu'ils considéraient les Français comme une réserve électorale. Alors que le FN considère ses électeurs, les électeurs, le peuple français, comme des acteurs possibles d'un projet d'avenir, d'un projet national futur. Et ça c'est vraiment un truc très important pour moi. J'ai vraiment ressenti une différence entre les deux. Cet électorat de base. Au Parti socialiste et à l'UMP, petits fours, champagne, grandes pompes, mais on n'est que des électeurs. Ici, il y a une camaraderie, un côté familial qui est véhiculé par l'histoire familiale du Front national, ce qui transmet une certaine cohésion au niveau des militants<sup>2</sup>.

Autant d'avantages collectifs et individuels, matériels et symboliques qui, certes, ont un coût en terme de don de soi, mais qu'il serait sans doute beaucoup plus difficile d'obtenir dans des organisations politiques plus importantes. D'une part en raison du fait que dans ces partis « de gouvernement » la hiérarchie interne est souvent calquée sur la hiérarchie sociale<sup>3</sup>, ce qui n'est pas le cas ici. De l'autre parce que l'investissement dans les tâches militantes ne permet guère d'obtenir des rétributions financières ou prestigieuses, beaucoup cherchant à s'en exonérer en s'en

1. A. Kriegel, *Les communistes français*, op. cit.

2. Entretien réalisé le 3 octobre 2011.

3. D. Gaxie, « Les logiques du recrutement politique », art. cit., p. 6-7.

1. Entretien réalisé le 25 septembre 2011.

déchargeant sur d'autres afin de se consacrer à leur carrière individuelle<sup>1</sup>.

Bruno Bilde clame ainsi régulièrement que le « Front national est le seul parti qui permet à des ouvriers de devenir conseiller régional<sup>2</sup> ». La remarque a beau être exagérée, elle n'en contient pas moins une part de vérité. Assez en tout cas pour constituer une source de motivation supplémentaire aux yeux des militants d'extraction populaire espérant obtenir un jour le statut d'élu. N'en ont-ils d'ailleurs pas plusieurs exemples sous les yeux ? C'est bel et bien le cas de Freddy Baudrin, 51 ans et vingt ans de militantisme au FN, sans diplôme, fils de mineur (il a perdu son père alors qu'il avait 14 ans et sa mère à l'âge de 20 ans), ancien marin dans la Marine nationale, qui a connu ensuite les petits boulots, des périodes de chômage, des successions de CDD tout en élevant seul ses deux fils. Cet homme rond, au regard franc et à la parole affirmée, qui se « considère issu de classe populaire<sup>3</sup> » est fier d'affirmer qu'il a fini par s'en sortir à force de volonté et de débrouillardise. L'engagement au Front national a constitué pour ce fils de mineur à la fois un exutoire idéologique, il est persuadé que le décès de son père est dû à la silicose, ce que n'auraient jamais reconnu les services chargés de dédommager les mineurs atteints de cette maladie, et une forme d'ascension sociale. Aujourd'hui un des caciques du FN local, il jouit d'une certaine visibilité médiatique dans la région, est devenu conseiller régional et sera candidat aux prochaines élections législatives dans une circonscription du département. Une position qu'il doit à son investissement militant sans faille depuis deux décennies.

Depuis qu'il est secrétaire général, Steeve Briois a pour mission de diffuser cette dimension pratique du militantisme, expérimentée avec succès à Hénin-Beaumont, à l'ensemble du

1. D. Gaxie, « Économie des partis et rétribution du militantisme », art. cit., p. 127-128.

2. Échange avec l'intéressé, 30 septembre 2011.

3. Entretien réalisé le 25 septembre 2011.

Front national. C'est ainsi qu'il a été chargé de la mise en place de la formation des candidats aux élections législatives de 2012. Conscient que tous ces candidats n'ont pas les compétences ou l'expérience pour une élection d'une telle importance, il commence à institutionnaliser des séances très simples et directives, sur le modèle de celles qu'il a tenues dans sa ville depuis des années. J'ai pu assister à l'une d'entre elles, dispensée au siège du Front national à Nanterre le dimanche 20 novembre 2011. Regroupant exceptionnellement un nombre plus important que prévu de candidats, une quarantaine, étalée sur une journée, elle était articulée en quatre phases.

Dans un premier temps après un bref topo sur le rôle du député, Thibault de la Tocnaye, entrepreneur, centralien, membre du Bureau politique et par ailleurs conseiller régional de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, passe en revue les fondamentaux du programme du Front national, abordant notamment les questions relatives à l'immigration, l'agriculture, l'industrie, l'euro, l'environnement, l'éducation, la culture.

Steeve Briois se charge ensuite des aspects pratiques de la préparation de la campagne : comment mettre sur pied une équipe de campagne, un comité de soutien, constituer un budget, entretenir des relations avec les médias, toucher des populations ciblées, former ses assesseurs. Nicolas Bay s'occupe quant à lui d'enseigner quelques fondamentaux de la communication politique : comment annoncer sa candidature, faire une conférence de presse, un communiqué de presse, rédiger un tract, mener les actions sur le terrain, gérer un site Internet. Enfin, Jean-François Jalkh, également membre du Bureau politique, conseiller régional d'Alsace-Lorraine, distille à l'assistance, très concentrée, des conseils relatifs aux aspects financiers de la campagne des législatives.

Le Front national n'est pas de ces partis politiques où les adhérents prennent part à la constitution des idées et du programme. Il reste en ce sens une structure très centralisée et pyramidale dans laquelle les militants sont certes pris en charge, reconnus, formés

et sélectionnés sur la base de leurs compétences militantes, mais sans que leur avis ne soit véritablement pris en considération sur le fond. Ainsi, il n'y a pas d'espaces officiellement réservés à la tenue de débats ni à la contestation de la ligne imposée par la direction. Ces espaces-là se forment à la marge des réunions officielles, que ce soit dans le cadre de discussions informelles, ou encore à travers des stratégies dissimulées. Si bien que toute remise en cause de la ligne officielle, souvent interprétée comme une contestation des personnes, risque d'aboutir à une crise ouverte dont les conséquences peuvent rapidement aboutir à des menaces d'exclusion – personne n'a oublié l'épisode Mégret et ses terribles déchirements ! Preuve, s'il en est, que le FN reste encore et toujours associé à la figure de son chef. Et désormais, de « sa » chef.

Regardons-y de plus près. Si la culture du débat au PS peut constituer un effet pervers au niveau de la sélection du personnel militant à travers une logique élitiste, ou de la contestation de la direction à travers les courants, son inexistence au sein du FN y rend la démocratie interne plus que limitée, si l'on excepte l'élection récente de sa nouvelle présidente par les adhérents, qui a néanmoins largement bénéficié de l'appui de son père. Au demeurant, il ne semble pas que les militants frontistes réclament une plus grande ouverture de leur parti à ce niveau. De plus, dans une période où la dédramatisation est à l'ordre du jour, plusieurs responsables avouent que libérer la parole à travers la tenue de débats risquerait de permettre aux éléments les plus radicaux, toujours présents, de donner de la voix, ce qui ne manquerait pas de nuire à la nouvelle direction.

J'indiquerai, pour clore ce chapitre, que Marine Le Pen a trouvé dans le Pas-de-Calais une légitimité tant sociale que politique portée par une population souvent issue des rangs de la gauche. Une légitimité au service de la ligne qu'elle est en train d'imposer au FN depuis qu'elle en a pris la tête. Prenant appui sur les questions sociales, dans un contexte où l'électorat populaire semble pencher à nouveau pour le parti frontiste, se

revendiquant des valeurs républicaines telles que la laïcité, et mettant en avant une forme de nationalisme teinté de populisme, la nouvelle présidente compte ainsi réaliser son objectif ultime : conquérir un électorat le plus large possible afin de parvenir au second tour de l'élection présidentielle face à la gauche et obliger ainsi la droite à devenir un supplétif du Front national. C'est donc ces renouveaux idéologiques, plus précisément la mise en avant de cette fameuse légitimité républicaine sans laquelle la conquête du pouvoir n'est pas possible en France, et sa réception au sein du parti frontiste, que je vais à présent m'attacher à décrypter.